

Le Midi Rouge

N°25, Juin 2015

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'Association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jacques BLIN

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATIONp. 2

NOTES DE RECHERCHES :

Miquèl Ruquet : La violence à l'arrière en 1914-1918, l'exemple des Pyrénées-Orientales.....p. 3

Michèle Bertrand, Madeleine Souche : Archives de la XI^e division de l'Armée républicaine espagnole (division de l'Armée républicaine espagnole (*Éjército popular de la República española*), 1^e et 100^e brigades mixtes (1^{er} octobre -30 novembre 1938)..... p. 8

Hélène Chaubin : Militantismes de gauche des élites culturelles en Languedoc-Roussillon (depuis 1945)... p. 10

Anne-Laure Roul : L'Action catholique ouvrière dans le Gard de 1950 aux années 1980.....p. 20

LECTURES CHOISIES :

Jacques Blin : *Études Héraultaises*, n° 44.....p. 25

Madeleine Souche : Nicolas LEBOURG, Abderahmen MOUMEN, *Rivesaltes, le camp de France de 1939 à nos jours*, préface de Philippe JOUTARD, Perpignan, Trabucaire, 2015, 161 p.....p. 26

BIOGRAPHIES :

André Balent : Sors Léon.....p. 32

Jacques Girault : Cerny Joseph, Louis.....p.37

Jacques Blin, Jacques Girault : Cordesse Casimir, *Henri*, Joseph, Marcel.....p. 40

Hélène Chaubin : Grothendieck Alexandre.....p. 43

Miquèl Ruquet : Rouquette, Yves, Jean-Marie [Roqueta Ives].....p. 47

PRÉSENTATION DU MAITRON :

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers-

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

NOTES DE RECHERCHES :

LA VIOLENCE À L'ARRIÈRE EN 1914-1918 : L'EXEMPLE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

La brutalisation de la société en 1914-1918 ne concerne pas seulement le front avec les combats de tranchées et une guerre sale que dévoilent certains récits de combattants¹, guerre faite de pillages de maisons abandonnées, de vols et de maltraitance sur les prisonniers ou les civils. À l'arrière du front, cette brutalisation s'exerce surtout sur les civils. La lecture des rapports de police du commissariat central de Perpignan et de ceux des diverses brigades de gendarmerie des Pyrénées-Orientales montrent une aggravation de la violence provoquée par les militaires de retour du front.

1 - La violence dans les trains et dans les gares :

La violence commence dans les trains, lors des permissions. En Bretagne, beaucoup de soldats sont ivres en repartant au front et affirment qu'ils se moquent des convenances lorsqu'ils retournent au casse-pipe². Le défolement des soldats éclate pendant les transports et dans les gares : la violence du théâtre des armées déborde de son cadre avec des pratiques différentes dans les villes et dans les campagnes. Au moment de la démobilisation, au printemps 1919, on signale une moyenne mensuelle de 1 300 bris de glaces et 400 avaries de portières dans les trains de démobilisés³. Guy Pédroncini ecense de nombreux incidents dans les gares (130, uniquement dans la zone des armées). Ces incidents traduisent l'ivresse et le besoin de crier contre ceux qui sont considérés comme des embusqués : commissaires de gares, inspecteurs, gendarmes, employés des chemins de fer. Les désordres sont multiples et vont des cris, des jets de pierres, des coups de fusils aux portières arrachés et aux wagons de marchandises pillés. Des officiers sont frappés. La solidarité des autres soldats ne fait pas défaut aux coupables de ces actes⁴.

Les Pyrénées-Orientales connaissent les mêmes incidents. Joseph Jacques Ferréol Sougné, né le 6 novembre 1872, est journalier à Théza. Il est mobilisé le 1^{er} décembre 1914 au 126^e RIT puis au 322^e RIT. Il reçoit une condamnation le 9 novembre 1916, à 24 heures d'emprisonnement et 75 F. d'amende, par le tribunal correctionnel de Perpignan. Il est coupable d'infraction à la police des chemins de fer et a commis des outrages, non précisés, le 19 août et les 2 et 9 septembre 1916⁵, sûrement à l'arrivée et au départ d'une permission. En janvier 1917, quatre soldats ont brisé volontairement, entre Rivesaltes et Perpignan, trois glaces de tramway. « A noter que ces militaires étaient permissionnaires en goguette et habitent tous Rivesaltes⁶. » Le ministère de la Guerre demande aux généraux commandant les Régions militaires, le 17 août 1917 de surveiller les permissionnaires dans les trains car « il se produit fréquemment des scènes de désordre : des militaires envahissent les compartiments de 1^{ère} classe, y ont une attitude des plus regrettables et tiennent souvent les propos les plus déplacés ; beaucoup sont en état complet d'ivresse⁷ ».

À partir des mutineries de 1917, l'armée cherche à diminuer l'alcoolisation des soldats sur les trajets et les violences contre le matériel, qui en sont les conséquences. Le général commandant la 16^e région indique au préfet en juin qu'il a « fait inviter les commissaires militaires à installer des

1 *Le Journal de guerre d'Éloy Arrouy* (à publier).

2 *1914-1918 : Des Champs aux tranchées, ouvrage collectif, témoignages et documents*, Rennes, Liv'éditions, 1999, 220 p.

3 Cabanes, Bruno, « Démobilisations et retour des hommes » in Audouin-Rouzeau, Stéphane, et Becker, Jean-Jacques, (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, coll. Histoire et culture, Paris, Bayard, 2004, 1420 p., p. 1050.

4 Cité par Pedroncini, Guy, *Les Mutineries de 1917*, Paris, PUF, 1967 ; 3e éd., 1996, 328 p.

5 ADPO 1 R 408 : registre matricule de la classe 1892.

6 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central au préfet les 22-23 janvier 1917.

7 ADPO 1 M 614 : circulaire du ministre de la Guerre aux généraux commandants les Régions militaires, le 17 août 1917.

buvettes sur les quais pour distribuer aux permissionnaires du pain, des boissons non alcooliques et de l'eau ; la garde de police pourra ainsi interdire pendant les arrêts la sortie des gares aux permissionnaires⁸. »

2 – La violence contre les civils :

La violence s'exerce contre la police militaire mais aussi contre les employés des chemins de fer qui sont perçus comme des embusqués, puisqu'ils sont mobilisés sur leur travail. En mars 1916, un militaire frappe un employé de la gare de Perpignan au moment du départ du train. Cet employé ne veut pas laisser passer un civil qui porte des colis pour d'autres soldats du front⁹. Les civils, à leur tour, prennent le parti des soldats contre la police et les responsables des gares. Le commissaire central signale encore un incident de ce type, à Perpignan, le 31 décembre 1916. « Incident. Hier, à l'arrivée du train de 18 h 44, le caporal de garde à la porte de sortie de la gare, ne voulant pas laisser passer un permissionnaire du front, un sieur Évrard, originaire de Charleville, réfugié à Prades, a excité le soldat à la révolte. Le sieur Évrard a été conduit devant M. le Chef de gare qui lui a dressé procès-verbal¹⁰. » La gare de Perpignan devient souvent un lieu d'affrontement. Début août 1917, un groupe de permissionnaires marocains à qui on refuse la sortie vers la ville, menacent de ne pas regagner le front. Quelques-uns sont autorisés à aller faire des achats mais tous, en forçant le passage, réussissent à sortir¹¹. Le lendemain, un soldat dans le train en partance vers Narbonne insulte le sergent de garde en le traitant d'embusqué. Il est arrêté et ramené à la Place¹². Un mois plus tard, un caporal est monté dans un wagon de seconde. « Ce militaire ayant refusé d'obéir, l'officier l'a fait conduire de force au poste où il a eu une violente crise de nerfs. Au moment où le convoi se mettait en marche, le commissaire a été fortement conspué par les soldats et les voyageurs qui avaient pris place dans le train¹³. »

La violence s'exerce aussi contre la population civile du département. En juin 1915, trois militaires attaquent un consommateur dans un débit de vin. Ils sont tellement agressifs qu'il faut faire venir la troupe, baïonnette au canon, pour les ramener au poste de la caserne Saint-Jacques¹⁴. En avril de la même année, la population est troublée par une série de faits divers dramatiques. Un jeune réfugié de 15 ans est victime « d'un odieux attentat » de la part d'un soldat qui venait d'être libéré¹⁵. Le même mois, une femme de Marquixanes est violée dans un champ et assassinée par strangulation.

« On suppose que le crime a été commis par un soldat d'infanterie coloniale qui a été aperçu dans ces parages dans la matinée de ce jour, et qui a été conduit par un habitant de Marquixanes au bureau de tabac de cette localité, vers 12 h ½. Ce soldat a disparu et on ne sait la direction qu'il a prise. [...] Ce crime dont le viol paraît être le mobile, a produit une certaine émotion dans le pays¹⁶. »

En juillet 1915, le sous-brigadier de police Pons, « ayant entendu le soldat Oliberes François, réserviste eu 53^e de ligne, dire que l'on ne devait partir sur le front qu'après les embusqués, est intervenu pour l'inviter à plus de modération dans son langage ; [...] mais Oliberes s'est mis en état

8 ADPO 1 M 614 : courrier du général Baumgarten au préfet le 22 juin 1917.

9 ADPO 4 M 110 : rapport du commissaire central au préfet, le 15 mars 1916.

10 ADPO 4 M 110 : rapport du commissaire central du 31 décembre 1916 au 1er janvier 1917.

11 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 3 au 4 août 1917.

12 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 4 au 5 août 1917.

13 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 19 au 20 septembre 1917. Des incidents identiques se déroulent partout en France. Ainsi, à Lorient, le 27 juin 1915, un soldat ivre, qui veut prendre le train sans ordre de transport, force le passage en bousculant le public et un gendarme. Ce dernier l'amène au poste. Le public prend parti pour le soldat et environ 400 personnes se groupent devant le poste, huent les gendarmes et lancent des pierres. Des renforts interviennent. *1914-1918 : Des Champs aux tranchées, op. cit.*

14 ADPO 4 M 109 : rapport du commissaire central au préfet le 6 juin 1915.

15 ADPO 4 M 109 : rapport du commissaire central du 27 avril 1915.

16 ADPO 4 M 109 : rapport de la brigade de gendarmerie de Prades le 25 avril 1915.

de rébellion, ainsi que sa maîtresse et tous deux se sont livrés à des voies de fait sur les représentants de la loi¹⁷. » Fin décembre 1915, un caporal frappe un sergent dans un bar de Perpignan. Tous deux appartiennent au 24^e colonial¹⁸. En janvier 1916, les policiers interviennent pour faire cesser un tapage de soldats coloniaux à la buvette Peyrans. Un soldat, Louis Jean Boulot, du 24^e RIC est conduit par les agents au poste de garde de la caserne Saint-Jacques, se débat et fait tomber les agents qui le maîtrisent. Le soldat Boulot déclare refuser de marcher et outrage les agents en disant : « Bandits, vaches, canailles, assassins, dire que c'est pour ces vaches que nous allons nous faire crever la peau, tas de fainéants. » Puis apostrophant l'agent Alquier – « Moi je te ferai la peau, je te connais. » – en même temps, il lui décoche deux violents coups de poing en plein visage¹⁹.

Début janvier 1917, la violence des soldats semble augmenter à Perpignan, après une année 1916 plutôt tranquille, si on excepte une nouvelle arrestation de deux soldats du 24^e Colonial pour tapage dans un restaurant²⁰ et le tir d'un individu, en civil, sur une patrouille de gendarmerie du poste frontière de Collioure, le long de la voie ferrée, en direction d'Argelès²¹. Le commissaire central note dans un rapport :

« Arrestations. Le n^e Argelès Gaudérique qui avait été appelé au commissariat de Police, pour s'expliquer avec un n^e Ronde, au sujet d'une affaire, s'est livré sur celui-ci à des violences. Expulsé du commissariat, il a outragé les agents chargés de l'expulser. Arrêté aussitôt, il a été enfermé au violon. Fouillé il était porteur d'un couteau à cran d'arrêt. Le susdit qui était permissionnaire du front, sera conduit devant M. le Commandant d'armes²². »

Ainsi les mutineries paraissent inspirer des réactions de violence contre la police, de la part des soldats mais aussi de la population solidaire. Le 21 mai, le commissaire central signale au préfet des incidents relativement graves :

« Ayant été informé que la boulangerie Marty, route d'Espagne venait d'être envahie par une foule de femmes qui demandaient du pain, j'y ai envoyé immédiatement des agents pour rétablir l'ordre et je m'y suis rendu moi-même quelques instants après. En arrivant, j'ai remarqué un civil qui voulait passer avant un groupe de femmes qui attendaient leur tour à la distribution, laquelle se faisait alors normalement grâce à l'intervention de mes agents. L'ayant invité à prendre patience, il m'a répondu qu'il en prenait depuis 3 ans sur le Front, et que l'on voyait bien que je n'y étais jamais allé. Comme je lui faisais observer que mes enfants y étaient allés à ma place, il a ajouté sur un ton agressif : "avec la langue." Puis il a dit encore sur le même ton : "vous êtes le commissaire central ? Moi je les mange les centraux !" J'ai donné aussitôt l'ordre de le conduire au poste, mais au moment où deux agents s'emparaient de lui, un militaire s'est interposé, et a paralysé l'effort de mes hommes qui ont lâché prise sur l'ordre que j'ai donné pour éviter l'intervention d'autres personnes dont l'hostilité à notre égard commençait à se manifester. [...] Il résulte que tous deux sont des soldats du 24^e colonial²³, en permission de sept jours²⁴. »

Début novembre 1917, un soldat, Joseph Barnole, frappe la gérante d'un bureau de tabac et plusieurs personnes qui voulaient s'interposer. À la fin du même mois, un individu fait un scandale au cinéma Castillet et frappe les employés. « Les agents de service sont alors intervenus pour expulser le perturbateur et le conduire au poste. Arrivés à la hauteur de l'hôtel de France, une vingtaine de militaires se sont précipités sur les agents et leur ont fait lâcher prise²⁵. » Encore une fois, les soldats

17 ADPO 4 M 109 : rapport du commissaire central au préfet le 25 juillet 1915.

18 ADPO 4 M 109 : rapport du commissaire central au préfet le 29 décembre 1915.

19 ADPO 4 M 110 : rapport du commissaire central au préfet le 21 janvier 1916.

20 ADPO 4 M 110 : rapport du commissaire central au préfet le 4 février 1916.

21 ADPO 4 M 110 : rapport de la brigade de gendarmerie de Céret le 28 novembre 1916.

22 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 4 au 5 janvier 1917.

23 Camille Coubris et François C astaingde Perpignan.

24 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central au préfet le 21 mai 1917.

25 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 8 au 9 novembre 1917.

prennent le parti des civils contre la police. L'individu, un journalier âgé de 54 ans, est arrêté. Un soldat du 24^e colonial, soldat qui avait aidé à sa fuite et avait frappé un brigadier, est aussi arrêté²⁶.

On le constate, les soldats coloniaux, souvent considérés comme des troupes de choc, sont à l'origine de nombreuses violences. Ainsi en août 1917, le racisme est à l'origine d'une bagarre dans un bar perpignanais entre soldats et civils : « Un des civils a désigné les soldats en les appelant "les nègres"²⁷ ». Quelques jours plus tard, « un militaire des troupes noires, le nommé Wade Abdoulaye Boleye, en permission de détente à Perpignan causait du scandale hier vers midi au restaurant du Castillet et menaçait le patron avec son couteau. [...] Ce militaire a dû être expulsé et conduit au poste par la force. En cours de route, il a menacé et frappé les agents et l'un de ces derniers a reçu un violent coup de pied au ventre²⁸. » Après l'échec en avril de la « force noire » de l'armée Mangin, beaucoup de régiments africains ont été envoyés en garnison dans les départements du Sud, ce qui explique la présence de ces soldats dans les rues de Perpignan. Fin janvier 1918, deux soldats coloniaux des troupes noires volent 120 à 130 F. dans le tiroir-caisse d'une épicière. Cinq autres, dans un débit de vin, comme la patronne refuse de les servir, jettent une grosse pierre et brisent plusieurs bouteilles²⁹. Fin juillet 1918 de graves incidents se déroulent au quartier Saint-Jacques :

« Un groupe de militaires en instance de départ pour le front, ont parcouru le quartier St Jacques en chantant et en manifestant leur joie avec exubérance. Quelques tirailleurs, qui se trouvaient également dans le même quartier, se sont pris de querelle avec les précédents, des discussions assez vives, causant un certain scandale, se sont produites devant des maisons de prostitution. Un tirailleur a dégainé, un autre qui avait un fusil, mais probablement pas de cartouches, menaçait les passants avec son arme ; quelques coloniaux avaient tiré leurs couteaux de leur poche, mais sur l'intervention des agents, tout est rentré dans le calme³⁰. »

Les jours suivants, les incidents se poursuivent. Un boulanger de l'Aude est frappé violemment par un sergent du 6^e Tirailleur qui était accompagné de plusieurs camarades³¹.

Les légionnaires, étrangers engagés volontaires, apparaissent aussi dans ces rapports sur la violence. Le 19 septembre 1917, « le soir vers 8 heures 30, deux légionnaires, paraissant légèrement pris de boisson, causaient du scandale à la promenade des Platanes et voulaient entrer sans payer au cinéma Castillet. » Ils sont arrêtés par la police. « En cours de route, l'un d'eux a donné un violent coup de poing à l'agent Forn et a pris la fuite. Son camarade, le nommé Cortell, d'origine espagnole³², a été enfermé à la chambre de Sûreté et sera remis aux autorités militaires³³. »

3 – Les violences faites aux femmes :

Les femmes sont souvent les premières victimes de cette violence. Le 30 avril 1917, « le nommé Allain Louis, 28 ans, soldat au 24^e Colonial a été mis en arrestation sur plainte de la dame Dolorès Lloberes, 34 ans. Ce militaire lui aurait soustrait à son domicile avant hier, 28 avril, entre 21 et 23 heures une certaine somme d'argent, une montre et se serait livré sur elle, à des actes de violences³⁴. »

Les soldats sont aussi très violents à l'intérieur des maisons closes :

« [Le 5 juillet 1917,] vers onze heures du soir, quatre militaires sont entrés au Bar de l'Oranger (rue de la Savonnerie) où leur attitude a causé du scandale et effrayé la patronne ainsi que les pensionnaires, qu'ils ont poursuivies jusque dans leur chambre. Deux agents se sont mis

26 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 18 au 19 novembre 1917.

27 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 10 au 11 août 1917.

28 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 29 au 30 août 1917.

29 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 19 au 20 janvier 1918.

30 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 30 au 31 juillet 1918.

31 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 2 au 3 août 1918.

32 Ce sont des noms de famille catalans.

33 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 19 au 20 septembre 1917.

34 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 30 avril au 1er mai 1917.

immédiatement à la recherche de ces individus et ont retrouvé trois d'entre eux au Bar Provençal³⁵ où ils continuaient à faire du tapage³⁶. »

Ce sont des militaires en traitement à l'Hôpital militaire et un soldat du 24^e colonial. Parfois, les prostituées, pour se défendre sont obligées d'agresser les militaires. En juin de la même année, une « fille de mœurs légères » a frappé d'un coup de ciseaux à la gorge son amant, Auguste Chauvin, 20 ans, soldat au 331^e d'Infanterie, en permission à Perpignan. « Elle a déclaré qu'elle avait frappé son amant, parce que celui-ci s'était livré sur elle à des violences³⁷. »

Si elles ne sont pas les victimes de la violence, les péripatéticiennes sont l'enjeu des bagarres entre militaires. En mai 1917, une rixe sanglante dans un bar oppose deux permissionnaires du front et un soldat du 24^e colonial « au sujet d'une pensionnaire de cet établissement ». « Le colonial Rouzaud a frappé ses adversaires de 5 coups de couteau. [...] Il a reconnu les faits et a déclaré qu'il ne regrettait pas son acte³⁸. » Le lupanar est souvent perçu comme l'antinomie de la tranchée, le dernier lieu de vie avant l'enfer. En avril 1918, 900 Antillais, en transit, sont conduits à la caserne de la Citadelle pour être équipés et envoyés au front. Trois cents essayent de sortir en ville et bousculent les officiers et sous-officiers en faction à la porte. Plusieurs sont blessés par les baïonnettes qu'on leur oppose. « Tous les créoles composant le détachement ont suivi le mouvement et ils ont envahi en quelques instants certains établissements de la ville, notamment les maisons de tolérance du quartier St Jacques³⁹. » La maison de tolérance est aussi un lieu où le déserteur peut se cacher dans l'attente du passage de la frontière.

La violence à l'intérieur des familles n'est pas recensée par le commissaire central sauf dans un cas tragique où les armes du front provoquent la mort à Perpignan. Le rapport du commissaire central du 25 au 26 juin 1917 est très précis :

« Hier au soir, vers 8 heures, le nommé Duedra André, âgé de 22 ans, soldat en permission du front expliquait à sa famille, qui demeure rue de la Monnaie le mécanisme d'un revolver de fort calibre qu'il avait rapporté des tranchées. Ne croyant pas l'arme chargée il a fait fonctionner la gâchette. Le coup est parti et une balle qui était restée dans le chargeur a atteint le militaire à la tempe droite. La mort a été instantanée. [...] Ce terrible accident a jeté la consternation dans le quartier St-Mathieu, où la famille Duedra est très connue et très considérée⁴⁰. »

Est-ce vraiment un accident ou est-ce un suicide maquillé ? La mention de la tempe droite laisse supposer la deuxième hypothèse.

Cette violence traduit en fait le désarroi des soldats face aux situations qu'ils ont vécues au front, désarroi qui va entraîner la fuite en Espagne de certains d'entre eux. « Retournée contre soi, la pulsion de mort génère toutes les conduites à risque, les tropismes suicidaires et les mises en danger de soi-même ; dirigée contre autrui, elle produit l'agression, la violence, les crimes, les meurtres⁴¹. » Les civils, même quand ils sont victimes, semblent être solidaires des soldats et les soutiennent face à l'autorité quand bien même elle est représentée par un employé des chemins de fer. On peut penser que cette solidarité est liée au récit des souffrances subies par les soldats de leur entourage sur les différents fronts.

Miquèl RUQUET

35 C'est aussi une maison close de Perpignan, 9 rue des Potiers.

36 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 5 au 6 juillet 1917.

37 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 7 au 8 juin 1917.

38 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 18 au 19 mai 1917.

39 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 25 avril 1918.

40 ADPO 4 M 111 : rapport du commissaire central du 25 au 26 juin 1917.

41 ONFRAY, Michel, *Traité d'athéologie*, Paris, Grasset, 2005, 282 pages, p. 95.

ARCHIVES DE LA XI^e DIVISION DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE ESPAGNOLE (*EJÉRCITO POPULAR DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA*) 1^{re} ET 100^e BRIGADES MIXTES (1^{er} OCTOBRE-30 NOVEMBRE 1938)⁴²

Les documents, remis, afin de les protéger, par un militaire interné au camp d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), à M. Martrille, pharmacien à Laroque-des-Albères (Pyrénées-Orientales), concernent la 11^e division, dite division Lister, du nom de son commandant. Du 30 avril 1938 jusqu'au passage de la frontière française en février 1939, Lister est remplacé par le Mayor Joaquin Rodriguez.

Le cinquième régiment (*Quinto Regimiento*), à l'origine des milices communistes, est devenu la 11^e division avec la réorganisation de l'armée du Centre en février 1937. L'armée républicaine (*Ejército popular*) était composée principalement de brigades mixtes organisées selon des affinités politiques ou syndicales qui, au cours de la guerre furent intégrées en régiments, divisions, corps d'armée et armées.

1- Présentation de la 11^e division et de sa participation à la bataille de l'Èbre :

Les documents conservés par M. Martrille, se réfèrent essentiellement à la 1^e et à la 100^e brigades mixtes, il y a très peu de renseignements sur la 9^e brigade qui appartenait aussi à la 11^e division.

Ces papiers en castillan sont des feuilles perforées certainement tirées de leurs classeurs, dactylographiées, parfois des copies sur papier pelure. Jaunies, à l'encre effacée, quelquefois déchirées, elles sont assez souvent difficiles à lire. Nous avons, dans un premier temps, séparé les documents par brigade, 1^e et 100^e, en respectant la chronologie.

Ces archives sont incomplètes ; des rapports importants répertoriant les morts, blessés et disparus du 24 juillet au 1^{er} octobre manquent, de même le 14 novembre celui de la 1^e brigade faisant le décompte des pertes, en hommes, en matériel, récupéré ou perdu, lors des opérations passées.

Ce sont des pièces de l'administration militaire relatives à l'activité quotidienne d'une armée en campagne, quelques cartes militaires dressées à la main et du matériel de propagande, des tracts fréquemment en multiples exemplaires, qui ont été transportés en France pendant la *Retirada*.

Ces papiers sont datés d'octobre et de novembre 1938 ; dates qui correspondent à la fin de la bataille de l'Èbre (25/07/1938-16/11/1938). Les Républicains qui occupent la rive gauche de l'Èbre lancent, le 25 juillet, une offensive contre les forces nationalistes qui se trouvent sur la rive droite pour éliminer la pression exercée par ces dernières sur Valence et le Levant.

La 11^e division franchit l'Èbre et, le 26, elle contrôle les *sierras* de Pàndols et Cavalls où elle écrit les pages les plus glorieuses de son histoire. La *Placa laureada* de Madrid lui fut attribuée à titre collectif.

2 - L'idéologie de la division :

La division est en grande partie constituée de communistes. Les demandes pour convenances personnelles sont accompagnées de justifications syndicales et politiques.

Les Commissaires politiques qui encadrent les soldats, cosignent les documents du Mayor. Ils avaient pour mission de soutenir le moral des troupes et d'assurer la coopération entre les officiers de l'armée et les miliciens, méfiant les uns vis-à-vis des autres.

⁴² Une présentation plus détaillée peut être consultée sur le site : <http://www.maison-histoire-aphpo.fr>

Les conseils sont donnés aux soldats sous forme de tracts, de livrets, de journaux

Les journaux muraux, à la différence des autres, préparés dans chaque compagnie, batterie, sont le cadre de l'expression des souhaits et des opinions des soldats et aussi le moyen de leur divulguer consignes et ordres de manière directe et humoristique : « *La crítica humorística en los periódicos murales da gran resultado.* », « *El mural, por su claridad e intención, ha de llegar hasta el analfabeto.* »

3 - Les difficultés du camp républicain :

Munitions, armement, pièces de rechange :

Les archives contiennent aussi des documents qui montrent les difficultés à s'approvisionner en pièces de rechange.

Negrín, dans son discours du 30 septembre 1938 devant le parlement (discours en plusieurs exemplaires dans ces archives) évoque : « *Notre aviation magnifique... toujours dans des conditions de notoire infériorité matérielle, mais avec une manifeste supériorité quant à la pratique, l'habileté et le moral.* »

Retrait du combat des Brigades internationales :

Le 23 septembre 1938, J. Negrín, président du Conseil des ministres et son gouvernement décident de retirer du combat les Brigades internationales dans l'espoir d'obtenir que les puissances étrangères reviennent sur leur décision de non intervention et d'obtenir des crédits supplémentaires et la levée de l'embargo sur les armes). Le 23 septembre, les brigadistes livrent leur dernier jour de combat. Le discours de Negrín du 30 septembre 1938 ovationné par le parlement est reproduit dans les archives et diffusé aussi par des tracts.

Les forces républicaines sont affaiblies par ces retraits.

Enrôlement de jeunes recrues et conseils aux combattants :

L'armée républicaine, décimée par la bataille de l'Èbre ne peut faire appel qu'à de jeunes recrues inexpérimentées appelées « *Quinta del Biberón* » : le conseil municipal de Hellín réclame (24 novembre) un soldat mineur qui s'est engagé sans autorisation paternelle dans la 1^e brigade « *Quinta del Biberón* », le commandant de la 1^e brigade demande « *s'il est judicieux de le renvoyer alors qu'il ne pourra pas être remplacé ?* ».

Les références au centre de formation de Salou sont très nombreuses.

4 - La vie des soldats dans la correspondance entre l'État-Major et les brigades :

Recherches de Soldats :

Les archives contiennent de nombreuses demandes de l'état-major aux différentes brigades, avec les noms de soldats recherchés qui, la plupart du temps, ne font pas partie de leurs effectifs. Au total 188 noms, pour la 1^{ère} et la 100^e brigade confondues.

Il s'agit aussi de soldats morts (envoi de certificats de décès aux parents, sauf s'ils se trouvent en zone franquiste), de soldats blessés et hospitalisés, de soldats disparus, prisonniers.

Désertions :

Du 2 octobre au 30 novembre, une trentaine de soldats désertent ou passent à l'ennemi.

Manquements graves au règlement :

Absences sans permission, manque de discipline ou de respect à un supérieur, parfois avec récidive, bataillon disciplinaire.

Festivités et récompenses :

Remises de décoration, concerts, festivités en l'honneur des brigades internationales, parties de football.

Vie quotidienne :

Demandes d'autorisation de déplacements pour raisons de santé, raisons familiales, campagnes de vaccination contre le typhus, traitement contre la gale, demandes de professionnels, chaudronniers, jardiniers, cuisiniers...

5-Propagande :

La section de propagande de la 11^e division :

Pour galvaniser les troupes, les commissaires félicitent les soldats et exaltent leur vaillance dans les combats. « *Viejos luchadores de la 11^a División* », « *Héroes de Pandols y Caballs* »

La propagande de l'armée républicaine à l'intention des troupes franquistes :

Elle se présente sous forme de textes dactylographiés, de guide de discussions pour convaincre ceux des rangs ennemis et des tracts imprimés :

« *Franco fracasó con el del Partido único.*

No puede haber más partido que el de todos los españoles para echar de nuestra patria a los italianos y alemanes que ha traído Franco.

! Ven al lado de la República! ... »

La propagande franquiste à l'intention des soldats et des commissaires politiques :

Elle appelle à la désertion et à la reddition, elle dénigre les chefs.

Elle met l'accent sur l'abondance, la paix, la justice, ordre et la liberté ans le camp franquiste.

Michèle BERTRAND, Madeleine SOUCHE

* * *

*

MILITANTISMES DE GAUCHE DES ÉLITES CULTURELLES EN LANGUEDOC-ROUSSILLON (DEPUIS 1945)

Le concept de culture : son évolution, de la Libération au début du XXI^e siècle⁴³ :

Pourquoi choisir ces limites chronologiques ? Parce que l'immédiat après-guerre marqua la fin d'un temps : celui où universités et sociétés savantes étaient les gardiennes d'une culture très élitiste. Certes, le désir de démocratisation avait ses origines dans le siècle précédent. La III^e république avait créé l'Instruction publique. Au XX^e siècle, après l'épreuve du régime de Vichy, le droit à la culture fut inscrit dans le magnifique préambule de la constitution de 1946, et l'aspiration à sa démocratisation trouva une de ses nombreuses expressions dans le plan Langevin –Wallon en 1947.

⁴³ Pascal Ory, *L'Histoire culturelle*, Paris, PUF, 2007, 126p.

L'esprit hérité du CNR voulait une démocratisation qui ne pouvait être seulement socio-économique et politique. L'implication des artistes et des savants les plus éminents apparaissait comme une exigence de ce projet républicain. En 1959, le premier ministère de la Culture fut créé à l'initiative d'André Malraux. Peu à peu, la culture s'institutionnalisa. Ce fut la marque des « années Lang ». Quant à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e, ils furent marqués par une préoccupation de plus en plus prégnante : la démocratisation ne se concevait plus sans la reconnaissance des enjeux du multiculturalisme, sans la prise en compte des questions que pose l'altérité culturelle. Il y eut donc là un nouveau tournant, et le terme d'un temps culturel⁴⁴.

Les élites culturelles se redéfinissent d'une époque à l'autre en fonction du concept de « culture » qui est en continuelle évolution. La « démocratisation culturelle » en a contesté la signification élitiste. Mais il n'est pas possible de renoncer à ce concept fondateur. Quand Jacques Lang accède au ministère de la Culture, le bouleversement est reconnu. Il est désormais admis qu'il y a en chacun un créateur potentiel et que tous les champs sociaux sont concernés. D'ailleurs une Direction du développement culturel (DDC) est créée, et elle charge les DRAC d'agir de façon différenciée. Il ne s'agit plus de partager en la diffusant une culture commune, y compris sur les nouveaux territoires qui vont des prisons aux banlieues ou aux entreprises. Désormais, tout est « culture » et cela sans hiérarchisation, ni des publics, ni des pratiques — pratiques traditionnelles populaires, ou pratiques propres à l'immigration —. Dans ces conditions, il devient presque paradoxal de parler d'« élites culturelles ».

En effet, en 1982, un décret, daté du 10 mai, se substitue au décret de 1959 d'André Malraux. Il reprend l'idée de la culture au sens anthropologique, en considérant tous les hommes comme également créateurs : « *Le ministère chargé de la culture a pour mission : de permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et de recevoir la formation artistique de leur choix...* ». Dans un article pour la revue *Commentaire*, Jack Lang écrit qu'il incombe au ministère « *de reconnaître un plein droit de cité à toutes les expressions artistiques, (y compris) des formes aussi populaires que le rock, le jazz, les variétés, le cirque ou la photographie, que les pouvoirs publics avaient jusqu'ici négligés* ».

Les « nouveaux territoires de l'art » sont en effet les arts de la rue, le cirque, les fêtes, les festivals. L'éducation du goût et le divertissement sont les priorités retenues par les ministres de la culture qui se succèdent jusqu'à Catherine Tasca, c'est-à-dire jusqu'au début du XXI^e siècle. Un texte daté de 1996 qui émane du ministère de la Culture insiste sur l'exigence didactique « *La médiation artistique et culturelle constitue un des outils essentiels d'une politique de démocratisation de l'accès à la culture, à l'égard des publics les plus éloignés de l'offre, en fonction de leur situation sociale, économique et géographique. Les pratiques de la médiation ne peuvent se confondre avec celles de l'animation* »⁴⁵.

Définition d'un corpus :

Un demi-siècle a passé pendant lequel il a fallu changer l'offre culturelle pour obtenir un élargissement des publics. Nous observerons ici l'effort particulier d'un corpus qui rassemble des inventeurs de culture et non des décideurs politiques ou des animateurs. Ce sont des savants, des artistes, qui sont issus de pôles culturels traditionnels mais qui sont des créateurs d'objets culturels et qui souhaitent participer à l'évolution démocratique de la société. Ils sont le petit nombre mais leur rôle est important.

Quels sont les liens entre les identités culturelles et les identités politiques de ces érudits, de ces savants, de ces artistes ? Nous présentons ici quelques cas de personnalités de la région Languedoc-Roussillon dont les biographies ont été retenues par le *Maitron*. Ce ne sont pas des professionnels de

⁴⁴Agnès Callu, IHTP, Séminaire : *sociologie des élites culturelles locales*, octobre 2014-avril 2015.

⁴⁵Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire culturelle de la France*, Tome IV, *Le temps des masses. Le vingtième siècle*, Paris, Le Seuil, 2005, 505p.

la diffusion culturelle répondant aux exigences de décideurs officiels. Ils sont maîtres de leurs choix, sans pourtant échapper à l'influence de modèles géo-culturels ou socio-culturels. Mais surtout ils mettent leurs capacités culturelles au service de leurs convictions politiques

Dans le *Maitron*, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social, les élites culturelles voisinent dans l'ordre orthographique avec les militants ouvriers, souvent pour leur adhésion à des structures politiques ou syndicales de la gauche, mais tout autant pour leurs engagements dans l'effort de démocratisation. Y a-t-il des actions culturelles spécifiques de ce corpus des élites de gauche ? Ou bien ne peut-on y trouver aucune homogénéité, les variantes étant trop importantes en raison de facteurs multiples : capacités créatives des individus, mais aussi influence des contextes politiques, voire des contextes régionaux ?

La question majeure est ici le rapport entre le politique et le culturel. L'entrée en politique précède-t-elle et impulse-t-elle l'entrée en culture ou bien est-ce l'inverse ? Ce double militantisme est-il la marque de certaines périodes ? Correspond-il à des paroxysmes politiques ?

Ce corpus régional est limité ici à quelques personnalités choisies pour le niveau remarquable de leurs compétences et leur commune volonté de les utiliser au service de la société. Une volonté liée à leurs engagements politiques. D'autres pourraient, bien évidemment, figurer dans l'échantillon. Mais, dans les limites qui sont celles d'un article, il faut s'imposer des choix – la porte restant ouverte aux chercheurs pour poursuivre la réflexion sur ce thème —.

Les domaines sont divers : scientifique, littéraire, artistique. Des mathématiciens : Jean-Pierre Kahane et Alexandre Grothendieck ; des biochimistes : Ernest Kahane et Jacques Roux ; un historien : Emmanuel Le Roy Ladurie ; un historien et critique de cinéma : Marcel Oms ; un architecte : Cyprien Lloansi. Ils appartiennent à deux générations car les uns sont nés au début du XX^e siècle comme Ernest Kahane et Cyprien Lloansi, et les autres entre les deux guerres mondiales. Presque tous ont eu des liens avec l'Université de Montpellier : elle était au début de la période, avec quelques sociétés savantes, l'un des principaux pôles d'une culture alors réservée à une élite. À la fin du siècle, la carte des foyers de culture s'était enrichie mais le rayonnement de l'Université demeurait et Montpellier qui s'était métamorphosée, était devenue le cœur d'une technopole grâce aux choix de l'État et au dynamisme de Georges Frêche. Ernest Kahane et son fils Jean-Pierre y enseignèrent ; ils y rencontrèrent Emmanuel Le Roy Ladurie. Tous trois fréquentèrent en même temps la cellule communiste de la rue des Étuves. Jacques Roux qui avait adhéré lui aussi au Parti communiste en 1956 tenait à Montpellier la chaire de microbiologie. Quelques années plus tard Alexandre Grothendieck, venu étudier à Montpellier après une enfance tourmentée en Allemagne puis dans la France occupée, y enseigna les mathématiques de 1973 à 1988. Il s'inscrivait dans un courant anarchiste. L'historien catalan du cinéma Marcel Oms avait fait des études à la faculté des Lettres de Montpellier. Syndicaliste actif, d'abord proche du Parti communiste puis rallié au trotskysme, il adhéra aussi un temps au PSU. Éminent cinéophile et historien du cinéma, il donna des cours à l'Université de Perpignan entre 1971 et 1981. Quant à l'architecte Cyprien Lloansi, catalan lui aussi, il avait fait ses études à l'école des Beaux-Arts de Toulouse, le tropisme toulousain étant très marqué chez les architectes catalans au début du XX^e siècle⁴⁶. Cyprien Lloansi vint s'établir comme architecte à Perpignan. Il avait adhéré à la SFIO en 1936.

Toutes ces personnes ont été non seulement des « inventeurs » d'objets culturels mais aussi des diffuseurs. Chacun dans son domaine s'est montré soucieux de mettre sa recherche ou son art au service de la société. Pour les scientifiques, comme l'a dit Jean-Pierre Kahane, le souci est de « *lier la science à la vie* ». Nous savons qu'il y a eu évolution des politiques et des concepts sur le temps des deux générations dont nous parlons. Nous pouvons aussi nous demander si cela est démontré au niveau des personnalités.

⁴⁶Esteban Castañer Muñoz, *Modernité et identité dans l'urbanisme et dans l'architecture à Perpignan, 1848-1939*, éditions Trabucaire, Perpignan, 2014, 308 p. ; *Perpignan, 1848-1939, la cité et les architectes*, éditions Lieux dits, Lyon, 2013, 96 p.

Études de cas :

L'exemple le plus aisé à traiter est celui des Kahane⁴⁷ qui ont enseigné tous les deux à la faculté des Sciences de Montpellier, le père Ernest de 1955 à 1973 et le fils Jean-Pierre de 1958 à 1961. L'un avait soutenu en 1934 une thèse de chimie sur les applications analytiques de l'acide perchlorique, l'autre deux thèses de mathématiques pures présentées en 1954. Le parcours du père fut beaucoup plus difficile que celui du fils : Ernest Kahane, fils d'un immigré roumain, juif, pauvre, subit des entraves dues à ses origines, puis dut quitter Paris pendant l'occupation et s'engagea dans les FTPF de Franche-Comté. Ce n'est qu'après la Libération et son entrée au CNRS que sa carrière put se dérouler plus normalement. Il avait alors plus de quarante ans. L'itinéraire de Jean-Pierre Kahane fut bien différent : du lycée Henri IV à l'école normale supérieure de la rue d'Ulm, à l'agrégation de mathématiques (il fut reçu premier), il avait 25 ans lorsqu'il accéda au CNRS où il prépara ses deux thèses⁴⁸. Son père avait adhéré au Parti communiste en 1943 ; il le fit en 1946. Les deux hommes se retrouvèrent à Montpellier en 1954. Ils partageaient les mêmes convictions, et certains engagements. Ils côtoyaient à la cellule de la rue des Étuves l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, qui avait le même âge que Jean-Pierre Kahane, venait comme lui de la rue d'Ulm, et qui était depuis 1946 un militant communiste actif. Il préparait alors une thèse sur *Les paysans du Languedoc* (soutenue en 1966). Ils avaient un engagement commun dans l'Union rationaliste, animée par Ernest Kahane. Si Emmanuel Le Roy Ladurie rompit avec le parti communiste en 1956 en raison des événements de Hongrie, les Kahane lui restèrent fidèles. Quant à Le Roy Ladurie, après un passage dans l'Union de la Gauche socialiste, il entra au PSU et en fut à Montpellier l'éphémère secrétaire de section en 1960. Ses prises de position sur la question algérienne lui valurent de subir un attentat de l'OAS Métro en 1961.

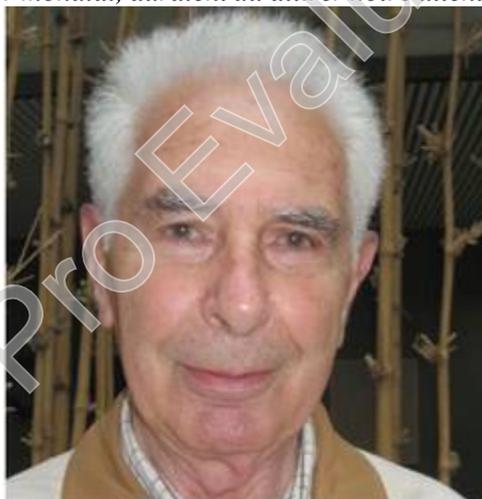
Ernest Kahane, le plus âgé, avait eu à ressentir tout le poids de l'idéologie stalinienne alors qu'il jugeait indispensable l'indépendance de la pensée scientifique et défendait « *l'objectivité des lois naturelles* ». Il faut interpréter en ce sens son rôle dans la création après la Libération du Syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Mais c'est toujours à l'intérieur du Parti communiste qu'il participa au débat. Dans un entretien au CNRS en 1986 il disait : « *La façon dont la discipline de Parti et dont l'esprit critique coexistaient parfois, en s'ignorant mutuellement, est un problème très difficile qui n'a pas fini de me faire réfléchir* ». Son combat ne fut pas uniquement idéologique. Il pensait que « *la recherche scientifique n'est pas une activité de luxe mais une activité nécessaire à la société* ». C'est la raison par exemple de son attention au problème de la faim dans le monde (*Parmentier ou la dignité de la pomme de terre*).



⁴⁷ Jacques Girault, *DBMOMS*, biographie d'Ernest Kahane et Hélène Chaubin, *DBMOMS*, biographie de Jean-Pierre Kahane.

⁴⁸ Jean-Pierre Kahane, « La science, les lumières et les ombres. Le cas des mathématiques financières », *Bulletin de l'association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public*, n° 486, 25 janvier 2010.

Quant à son fils Jean-Pierre, sa notoriété rapidement acquise lui permit de mettre en œuvre sa grande préoccupation : la diffusion de la culture scientifique et technique. Loin de considérer la communauté des savants comme un isolat, il voulait travailler à la vulgarisation scientifique. En 1982, il était président de la mission interministérielle de l'information scientifique et technique et il soutenait l'action du service audiovisuel du CNRS. Il lutta pour la conservation du Palais de la Découverte, concurrencé et menacé par la création de La Villette. Ce chercheur en mathématiques pures voulait que les mathématiciens s'impliquent dans l'enseignement autant que les astronomes et les physiciens. Dans un entretien au CNRS en 2007, il évoquait le souvenir du Montpellier des années 1950-1960 : « *La province a changé de visage. Maintenant, vous avez à Montpellier la musique, mais vous avez également la science. On voit des enfants venir dans les labos* ». Il reconnaissait par ailleurs certaines responsabilités des professeurs de mathématiques : ainsi, quand survint la crise de 2008 et que fut révélé le rôle des traders, il dénonça le lien entre les mécanismes de la crise financière et l'enseignement des probabilités. Il souhaitait une collaboration entre économistes et mathématiciens pour que soient créés de nouveaux modèles destinés non à générer des profits pour le petit nombre mais à satisfaire les besoins du plus grand nombre et à éviter des crises qui jettent à la rue les plus faibles. Pour lui, les devoirs du chercheur envers la société sont donc multiples. Les savants n'ignorent pas que la science peut avoir des effets pervers. Jean-Pierre Kahane a beaucoup réagi à la crise de 2008 et dit que « *les bouleversements, depuis une trentaine d'années, du système financier mondial, auraient dû attirer notre attention comme citoyens* ».



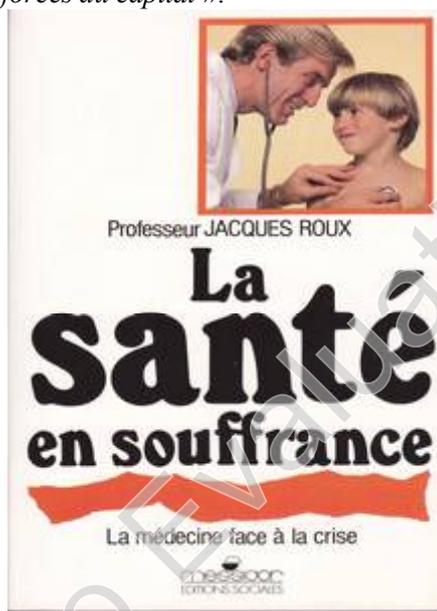
Ernest Kahane (*Images des maths*, CNRS, 2010).

On reconnaît ce besoin d'engagement chez un autre scientifique formé à l'université de Montpellier : le biologiste Jacques Roux⁴⁹, déjà docteur en médecine en 1950, agrégé en 1955, spécialiste en microbiologie, qui fréquentait lui aussi la cellule de la rue des Étuves. Il entra au Parti communiste en 1956 quand Emmanuel Le Roy Ladurie le quittait. Jacques Roux qui était né en 1923 avait derrière lui un passé de résistant et une expérience marquante comme auxiliaire médical à Saïgon en 1945. Spécialiste en épidémiologie, inventeur d'un vaccin contre la brucellose, il fut titulaire de la chaire de microbiologie à Montpellier de 1961 à 1981. Expert à l'OMS depuis 1973, il en présida le conseil exécutif à partir de 1981. L'arrivée de la gauche au pouvoir lui valut de devenir le directeur général de la Santé. Mais jamais on ne le vit sacrifier à sa carrière ses engagements militants. Préoccupé par

⁴⁹ Hélène Chaubin, *DBMOMS*, biographie de Jacques Roux.

les énormes problèmes de la santé dans les pays qu'il parcourait (Maghreb, Sénégal, Chine, Vietnam), il l'était aussi par les effets de la crise en France ; en 1989, il publia aux Éditions sociales *La santé en souffrance. La médecine face à la crise*.

Dès 1983, il avait signalé — ce fut en vain —, les risques que comportaient dans certains cas les transfusions sanguines. Il a commenté plus tard cette affaire qui lui valut une douloureuse disgrâce en 1991 en écrivant : « *S'il est possible de tirer au moins une leçon de ce drame, c'est celle-là : il y aura de nouveaux drames chaque fois que les considérations humaines passeront après les considérations économiques* ». Jacques Roux était aussi devenu un militant déterminé du Mouvement de la Paix parce qu'il déplorait, dans une période qui combinait crise et guerre froide, la priorité donnée aux armements au détriment du bien-être de la société. Il imputait la responsabilité de la course aux armements aux « *forces du capital* ».



Ce fut un souci prégnant dans les rangs de la gauche pendant la durée de la guerre froide. Il marqua profondément les comportements d'un autre professeur à la faculté des Sciences de Montpellier de 1973 à 1988, Alexandre Grothendiek⁵⁰. Ce mathématicien né en 1928 appartenait donc à la génération de Jacques Roux et de Jean-Pierre Kahane. Originaire d'Allemagne, malgré des années d'épreuves et de précarité et malgré les possibilités que lui valaient des dons hors normes en mathématiques, il préféra rester apatride jusqu'à plus de quarante ans plutôt que de faire un temps de service militaire. Il avait rompu en 1970 avec l'Institut des Hautes études scientifiques où ses travaux lui avaient valu la médaille Fields pour protester contre un crédit accordé par le ministère de la Défense. Alexandre Grothendiek était comme son père Alexandre Shapiro un anarchiste russe, résolument antimilitariste. En 1991, après avoir enseigné pendant 15 ans à la faculté de Montpellier, et être resté encore 3 ans au CNRS, il choisit de cesser enseignement et recherche : bien plus encore que Jean-Pierre Kahane, il était conscient de la responsabilité des savants et il n'avait pas voulu travailler aux applications de ses découvertes, de peur d'en faire bénéficier l'armée. Il en vint à penser que l'écologie était plus importante que les mathématiques. Il avait déjà fondé en 1970 un groupe nommé « *Survivre et vivre. Mouvement international pour la survie de l'espèce humaine* ».

⁵⁰ Hélène Chaubin, *DBMOMS*, biographie d'Alexandre Grothendiek.



Une réunion de rédaction à Survivre et vivre -

Survivre et vivre (Grothendiek Circle. En ligne).

L'ethnologue Robert Jaulin, qui préférait vivre avec les Indiens Baris de Colombie plutôt que de résider en France, était son ami. Tous deux, en 1974, proposèrent une exposition itinérante : « Occitanie, Amazonie, même combat ». Alexandre Grothendiek en arriva à se cantonner à un écologisme radical qu'il pratiquait d'ailleurs lui-même en vivant de façon spartiate et il finit sa vie isolé dans un village de l'Ariège, en refusant les contacts humains. Déçu, certainement, de n'avoir pas vécu la révolution culturelle qu'il espérait depuis 1968⁵¹.

Contemporain de Grothendiek (ils avaient un an de différence), Emmanuel Le Roy Ladurie⁵² appartenait à un milieu totalement différent et qui ne le prédisposait pas nécessairement à un militantisme de gauche.

Issu d'une famille de notables normands, fils d'un ministre de Vichy passé ensuite à la Résistance, il découvrit le communisme pendant ses brillantes études à la khâgne de Lakanal puis rue d'Ulm, et adhéra au parti communiste à vingt ans. Dans le contexte de la guerre froide et de la décolonisation, il militait parmi les « Combattants de la Paix ». À vingt-cinq ans, doctorant à Montpellier, il épousait Madeleine Pupponi, la fille du fondateur du mouvement de résistance communiste, le Front national, dans l'Hérault. Les événements de Prague de février 1948 ne bouleversèrent pas ses convictions. À Montpellier, il partageait les efforts du docteur Roux. Ce fut l'intervention soviétique en Hongrie qui l'amena à rompre avec son parti. Revenu à Paris en 1963, il enseigna à Paris VII, à l'UER de géographie et de sciences de la société. Il était préoccupé par le binôme formé sur tous les continents par la pauvreté et le despotisme. Quand il fut en 1973 titulaire de la chaire d'Histoire de la civilisation moderne, il avait déjà rédigé *Le territoire de l'historien* et aussi publié *l'Histoire du climat depuis l'an mil*. Excellent connaisseur de l'histoire des paysans, il s'interrogeait sur les mécanismes des crises de subsistance qui rythment l'évolution des sociétés sur le long terme, sur les variations climatiques et leurs effets ; il avait adopté les méthodes quantitatives. Il commençait ainsi une longue période de travaux sur le climat qui ont fait de lui un précieux expert sur un des problèmes majeurs

⁵¹Alexandre Grothendiek, *Récoltes et semailles. Réflexions et témoignage sur un passé de mathématicien*, 1986, uniquement en ligne.

⁵²Hélène Chaubin, *DBMOMS*, biographie d'Emmanuel Le Roy Ladurie.

du XXI^e siècle. Il a publié en 2009 chez Fayard un volume sur *l'Histoire du climat de 1860 à nos jours, le réchauffement*.



Emmanuel Le Roy Ladurie . *Une vie avec l'Histoire*, éditions Tallandier, 2014.

Notons aussi que de 1987 à 1994, Emmanuel Le Roy Ladurie, nommé responsable de la Bibliothèque Nationale, a réussi à en faire informatiser le catalogue, ce qui facilita grandement le travail des personnels et des lecteurs et peut être légitimement considéré comme une participation à l'effort de diffusion de la culture⁵³.

Servir la société est le propre de ces personnalités qui ne s'investissent pas uniquement dans leur art ou leur recherche, et veulent rester des citoyens. Pour ceux qui, nés au début du siècle, ont vécu les bouleversements des années 1930 puis la guerre, le premier engagement a été souvent politique : ce fut, on l'a vu, le cas d'Ernest Kahane. Ce fut celui également de l'architecte et poète catalan Cyprien Lloansi⁵⁴, né en 1903. Son œuvre comme ses engagements culturels furent déterminés par des convictions humanistes. Ce disciple de Jean Jaurès était un pacifiste. Il le prouva avant la deuxième guerre par son militantisme dans les rangs des « Combattants de la Paix » et au Comité Amsterdam-Pleyel, puis, en 1948, en fondant le comité perpignanais « Gary Davis » du Mouvement des Citoyens du monde. Dans toute la période où les totalitarismes menacèrent l'Europe entière, Cyprien Lloansi fut dans le combat antifasciste : en aidant les réfugiés espagnols victimes du franquisme et en rejoignant « Combat » dès la fin de 1940 à Perpignan puis à Lyon. Cyprien Lloansi avait adhéré à la SFIO en 1936. Il fut de ceux qui soutinrent le processus d'union de la Gauche à partir de 1972. Militantisme politique et militantisme culturel sont en cohérence chez lui. Avant la guerre, déjà, il était pleinement impliqué dans la vie culturelle perpignaise. Ses poésies furent publiées dans plusieurs revues culturelles locales avant et après 1939 : *Le Coq catalan*, *Tramontane*, *Reflets du Roussillon* et *Conflent*. Il aimait participer aux causeries du Foyer Léo Lagrange et fréquenter des artistes, peintres, sculpteurs, architectes, et des auteurs, poètes et romanciers. Il rencontra Claude Aveline et André Malraux qui partageaient son idéal de diffusion et de promotion des activités culturelles. Il organisa en 1936 un « Salon des indépendants roussillonnais » où étaient réunies les œuvres des architectes mais aussi des peintres et des sculpteurs. Dans cette période, il se préoccupait du devenir du palais des Rois de Majorque, alors propriété de l'armée. L'édifice, classé en 1913, avait besoin d'être restauré. Cyprien Lloansi posa le problème dans *Lo Mestre d'Obres*, la revue

⁵³Emmanuel Le Roy Ladurie, *Une vie avec l'Histoire. Mémoires*, Paris, éd. Tallandier, 2014, 250 p.

⁵⁴André Balent, *DBMOMS*, biographie de Cyprien Lloansi

des architectes catalans. Il obtint satisfaction en 1944, avec l'appui de Louis Noguères⁵⁵, président du conseil général, et le château revint au département des Pyrénées-Orientales en 1946. À la Libération, le maire de Perpignan, Félix Mercader⁵⁶, architecte lui-même, obtint que Lloansi fût délégué du « Groupement des architectes » auprès de la commission des sites et monuments. Cyprien Lloansi réalisa le monument consacré en 1949 à la mémoire de Louis Torcatis⁵⁷ place de Catalogne et, avec le concours de Marcel Gili le sculpteur, le *Monument à la Résistance* qui fut érigé en 1955 promenade des Platanes.



Monument à Résistance, Perpignan (Cyprien Lloansi, Marcel Gili)

Ce monument, dédié aux résistants et aux déportés, représente un athlète maîtrisant une brute. Deux ans après, *Le Figaro Littéraire* publiait un article intitulé « Un grand poète attend son tombeau ». Il s'agissait d'Antonio Machado, réfugié à Collioure en janvier 1939 et mort en février. Cyprien Lloansi avait participé à la création du « Comité des amis d'Antonio Machado ». C'est lui qui dessina les plans de la tombe où furent enterrés le poète espagnol et sa mère le 16 juillet 1958 à Collioure. Il y avait parmi les donateurs Pablo Casals, René Char, Albert Camus et André Malraux. Cyprien Lloansi était aussi un poète. Publié dans les revues locales avant la guerre, il le fut par Pierre Seghers qui édita en 1957 *Lumière d'olivier*.

Ce n'est que très progressivement que le cinéma a été reconnu comme un art : il n'a véritablement acquis ce statut qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Le cinéma est dans la cité ; on le voyait à ses débuts comme un divertissement populaire mais il est devenu dans l'avant-guerre un outil dont les pouvoirs se sont emparés. Aucun art ne peut atteindre un aussi vaste public. Aucun ne peut être au même degré un passeur d'histoire. Le Catalan Marcel Oms⁵⁸ est né en 1931. Avec ses travaux et ses initiatives, nous pouvons poser la question des rapports entre cinéma et politique, entre cinéma et

⁵⁵ André Balent, *DBMOMS*, biographie de Louis Noguères.

⁵⁶ André Balent, *DBMOMS*, biographie de Félix Mercader.

⁵⁷ André Balent, *DBMOMS*, biographie de Louis Torcatis.

⁵⁸ André Balent, *DBMOMS*, biographie de Marcel Oms.

idéologie. Marcel Oms, témoin de la *Retirada* dans son enfance, était très marqué par la mémoire de la guerre d'Espagne qui fut pour lui un élément déclencheur, tant au niveau politique que dans le domaine des arts. D'abord proche du Parti communiste, mais heurté par les événements de 1956, il s'orienta vers l'extrême gauche, adhéra au groupe lambertiste de Montpellier puis au PSU en 1963, avant d'adhérer au groupe « Spartacus » de Perpignan. Ce professeur de Lettres manifesta sa passion pour l'Espagne dans ses travaux universitaires comme dans son œuvre d'historien du cinéma : les éditions du Cerf publièrent sa thèse sur *Luis Buñuel* puis *La guerre d'Espagne au cinéma* (ouvrage tiré de son doctorat d'Etudes romanes soutenu à Paul Valéry). Si bien qu'en 1989, le roi Juan Carlos, en présence de Georges Sémprun alors ministre de la Culture, lui remit la médaille d'or du Mérite des Beaux-Arts. Ce cinéphile voulait diffuser la connaissance et le goût du cinéma : en donnant des cours à Paul Valéry, mais aussi en créant très tôt — en 1963 — à Perpignan un ciné-club : les Amis du Cinéma, puis un important festival porté par une association, « Confrontation », qui offrait des débats entre historiens et critiques de cinéma. Oms lui-même était un critique de cinéma fécond. Il avait lancé en 1971 *Les Cahiers de la cinémathèque*. Il y écrivit en 1983 que cette revue devait servir, à travers l'histoire du cinéma, « la revendication d'une identité culturelle hors de Paris, l'interpellation de l'Histoire et des idéologies ». En 1981, Oms qui était un admirateur de Jean Vigo, accompagna la création à Perpignan de l'institut Jean Vigo et en 1986 de sa revue, *Archives*.

L'université de Montpellier III rendit un hommage à Marcel Oms en 1995, deux ans après sa mort, en publiant « « Cinéma et Espagne franquiste » ».



Institut Jean Vigo. Marcel Oms avec Francisco Rovira Beleta, cinéaste espagnol.

Conclusion.

On voit, à travers ces quelques exemples, non seulement la grande diversité sociologique des élites culturelles, mais aussi celle de leurs moyens d'expression. En Languedoc-Roussillon, ils eurent en commun une sensibilité particulière au spectacle de la guerre d'Espagne ou de ses conséquences régionales. Certains, comme Marcel Oms, eurent aussi le souci de servir la culture locale. Nous aurions pu aller plus loin en ce domaine en analysant le cas de Robert Lafont qui ambitionnait de développer une « contre-culture »⁵⁹.

Servir leurs convictions en même temps que l'art ou bien la science, et pour ces militants de gauche, faire accepter l'offre culturelle, non à un public restreint mais à toute population, sans exclusive : tel est ce militantisme nouveau qui n'est plus propagande mais partage.

Hélène CHAUBIN.

⁵⁹Robert Lafont, *La revendication occitane*, Paris, Larousse, 1976, 191 p.

L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE DU GARD DE 1950 AUX ANNÉES 1980

L'Action catholique ouvrière (ACO) est une organisation catholique composée de laïcs et guidée spirituellement par des prêtres⁶⁰. Elle a pour mission d'accompagner les ouvriers dans leur vie et leur travail. Les laïcs membres de l'ACO sont des témoins privilégiés autant pour l'Église que pour le monde ouvrier grâce à leur travail de terrain. Ils font remonter les informations nécessaires à une éventuelle évangélisation dans ce milieu éloigné de l'institution. L'Église a dès la naissance de l'ACO⁶¹, en 1950, soutenu cette organisation et le Gard ne fait pas exception dans ce domaine. Avec l'arrivée en 1978 de Mgr Cadilhac⁶² au diocèse de Nîmes (1978-1999), l'accent est mis sur l'évangélisation du milieu ouvrier et tout particulièrement avec une volonté de présenter comme fer de lance les laïcs dont l'ACO. Cette organisation est vue comme un moyen d'évangélisation non négligeable passant par l'inculturation du milieu ouvrier. Cette notion permet d'éviter la superficialité des missions et d'atteindre des cultures pouvant être dissociées de l'Église⁶³. Cependant les ouvriers chrétiens engagés à l'ACO ont dû passer outre les soupçons de « collaboration de classe » et arracher une légitimité au sein de la population ouvrière⁶⁴. Ce qui les met dans une situation particulière d'ambivalence entre deux mondes et deux appartenances complémentaires, mais leur donne l'avantage précieux de connaître les problèmes d'un milieu qui est le leur.

Cette étude de l'Action catholique ouvrière dans le Gard de la seconde moitié du vingtième siècle a été menée dans le cadre d'un mémoire de Master recherche à l'Université de Perpignan sur l'histoire de la mission de l'Église du Gard dans les milieux ouvriers de 1954 à 1999⁶⁵. Le Gard est intéressant de par ses archives où l'on retrouve son histoire religieuse et industrielle avec un monde ouvrier divers et en évolution durant la période étudiée. L'ACO est ici individualisée dans un contexte de mission dans le monde ouvrier.

Quel a été le positionnement de l'ACO dans les milieux ouvriers du Gard ?

Pour répondre à cette problématique, les fonds des archives diocésaines de Nîmes ont été dépouillés. Beaucoup d'éléments relatent la vie de ce mouvement dans le diocèse comme des comptes rendus de secteur et de comité diocésain, des révisions de vie d'équipe par secteur, des sessions d'études régionales sans oublier des documents nationaux et des témoignages oraux. Ces sources ont permis de connaître des éléments propres à la structure en tant qu'organisation avec ses données propres à la vie ouvrière et aux problèmes ouvriers. Mais aussi aux questionnements, propositions d'actions et difficultés que posent les membres de l'ACO du Gard face à différentes réalités du monde ouvrier en tant que chrétien.

⁶⁰ Responsables diocésains des mouvements d'ACO dans les différents secteurs afin de les accompagner et de les encadrer spirituellement dans leur mission.

⁶¹ Action catholique ouvrière

⁶² Archives diocésaine de Nîmes, Fond D1-1 CADILHAC : les orientations pastorales de monseigneur l'évêque (8 avril 1979)

⁶³ En 1975 le pape Paul VI évoque la nécessité d'une évangélisation des cultures dans son exhortation apostolique « *Evangelii Nuntiandi* » sans toutefois nommer officiellement le terme « inculturation ». Il faut attendre 1977 pour que les jésuites en face un sujet de discussion et de diffusion lors de leur Congrégation générale. En 1978, le Supérieur général des jésuites, le Père Pedro Arrupe, donne une définition à cette notion dans une lettre spéciale. Jean-Paul II fut le premier pape à employer ce terme dans un texte officiel en 1979. La légitimité théologique de cette notion est acquise en 1985 avec le Synode extraordinaire des Évêques.

⁶⁴ Bruno Duriez, « Ouvriers, catholiques et militants » dans *Les catholiques dans la république 1905-2005*, Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2005, p 69.

⁶⁵ Anne-Laure Roul, *La mission de l'Église catholique du Gard dans le monde ouvrier du second XX^e siècle*, Mémoire de recherche en Histoire sous la direction de Nicolas Marty, Perpignan, UPVD, 2014, 291p.

Les données sont lacunaires. Malgré la masse de documentation dépouillée lors des recherches, tout n'a pas encore été retrouvé au sein des archives diocésaines. Il est possible qu'une partie de cette documentation soit entreposée à d'autres endroits ou bien gardée par les anciens responsables. D'un point de vue historiographique, il n'y a aucune étude sur l'action catholique ouvrière dans le Gard durant la période étudiée.

Pour ce faire, une analyse en trois étapes a été menée afin de mieux appréhender l'évolution de l'ACO du Gard. En premier lieu, il faut commencer par reconstituer l'organisation et son fonctionnement afin de bien cerner ses objectifs et ses modes d'actions. Ensuite, il apparaît utile de s'arrêter sur les événements de 1968 qui ont représentés semble-t-il un véritable tournant psychologique et spirituel pour les acteurs de l'ACO. Enfin, ce travail se terminera sur un état des lieux des différentes actions et enjeux menés par l'ACO dans le bassin minier.

Organisation et fonctionnement de l'ACO du Gard :

L'Action catholique ouvrière a été créée dans le Gard peu de temps après sa naissance à l'échelle nationale en mars 1950⁶⁶. Les chrétiens sensibles à la situation sociale et économique dans le département ont vu dans ce nouveau mouvement un moyen concret de venir en aide aux travailleurs tout en gardant la dimension spirituelle. Cette forme d'évangélisation leur a permis de « rendre vivante la question de Dieu »⁶⁷. Elle essaie à travers ses membres de s'adapter tout en gardant ses objectifs que sont « l'éducation du milieu ouvrier en conformité à la doctrine sociale de l'Eglise, l'animation spirituelle de ses membres et le témoignage communautaire de la charité de l'Eglise »⁶⁸. Les premières mentions faisant référence à l'ACO sont notifiées dans les *ordo*⁶⁹ (partie sur la nomenclature du clergé du diocèse) aux archives diocésaines de Nîmes avec la présence d'aumôniers d'ACO en 1954. Elle serait née à Alès⁷⁰ comme la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)⁷¹ dans le Gard. Il apparaît que les premiers membres de l'ACO étaient issus de la JOC. Les groupes sont mixtes mais le nombre exact de militants n'est pas référencé. Ils sont divisés en comités de secteurs pour une meilleure animation et cohérence des groupes. L'organisation a ensuite évolué en parallèle de la situation économique du Gard et a connu indubitablement une évolution dans son discours et ses modes d'actions à travers le temps.

Ce mouvement a donc pour objectif d'aider les travailleurs à relire leurs vies, à réfléchir sur leurs engagements et leur foi. Les premiers membres étaient tous chrétiens puis l'organisation s'est ouverte à des personnes non croyantes. Elle leur a permis de vivre et de partager des expériences avec d'autres personnes en quête d'une identité pas nécessairement chrétienne. Ainsi que d'échanger avec des personnes issus de zones ouvrières d'opinions différentes comme les marxistes.

L'ACO reprend le système des « révisions de vie » de la JOC : VOIR-JUGER-AGIR. Dans leur compte-rendu ils procèdent sous cette forme pour faire remonter ce qu'ils ont perçu dans leur

⁶⁶ Entretien oral avec le Père Cauvas, Nîmes (1^{er} août 2014). Le Père Cauvas est l'ancien responsable diocésain de la Mission ouvrière.

⁶⁷ Idem

⁶⁸ Robert Wattedled, *Stratégies catholiques en monde ouvrier dans la France d'après-guerre*, Paris, Éditions ouvrières, 1990, p 199

⁶⁹ Les *ordo* diocésains sont des livrets qui permettent d'indiquer aux ecclésiastiques la manière dont ils doivent célébrer et réciter l'office quotidien, ainsi que la nomenclature du clergé du diocèse. Ils ont été remplacés par l'annuaire administratif diocésain qui donne tous les renseignements sur la vie du diocèse.

⁷⁰ Entretien Père Cauvas

⁷¹ Entretien avec le Père Cauvas : les premiers groupes JOC du Gard se sont implantés dans le bassin industriel d'Alès en 1928 puis par la suite au Vigan.

milieu de travail⁷². Pour que ces révisions de vie dépassent leur seul rôle d'animation et s'orientent vers l'action apostolique d'évangélisation. Lors des réunions animées par les responsables de comité de secteur ACO et les aumôniers, les militants abordent le milieu de vie (travail, quartier, action temporelle), l'entourage et les évangiles qui concernent chaque membre de l'équipe. Les équipes d'ACO doivent se sentir responsables de l'évangélisation. En 1960, chaque militant est censé dresser une liste des travailleurs connus et voir s'ils sont chrétiens afin de les inviter aux réunions de l'ACO. Pour cela, il y a deux critères : avoir le souci de la promotion ouvrière ainsi que celui de la vie chrétienne⁷³.

Dès 1961, un diagnostic fut fait d'une réelle dispersion dans le diocèse dû aux différentes réalités économiques et sociales des secteurs ainsi que par la mobilisation des membres et parfois le manque d'un aumônier. C'est pourquoi il semble important pour les responsables du comité diocésain d'ACO d'avoir des comités de secteurs qui soient solides⁷⁴. Les comités diocésains donnent les directions aux comités de secteurs qui eux font remonter les révisions de vie avec leurs observations des situations au sein des entreprises et dans les lieux de vie ouvriers. Les actions sont menées par les équipes des comités de secteurs qui se répartissent sur le terrain. 80 % des contenus des réunions sont en rapport avec le travail. Cependant, il est noté que dans les grilles de lecture des « réunions de vie » des comités de secteur, la partie « agir » est souvent bâclée et que les femmes ont plus de mal à participer lors des réunions. La volonté des responsables des membres de ces comités de secteur engagés syndicalement est d'être plus actif et de développer leur témoignage personnel. Il existe des groupes d'entreprise comme celui des cheminots à Nîmes ou celui des mineurs de fond dans le Bassin des Cévennes. Dans ces groupes d'entreprise, la révision de vie se porte sur la vie de l'entreprise en vue de l'évangélisation des travailleurs. La création de groupes d'entreprises se fait sous le contrôle et la responsabilité des comités de secteurs diocésains⁷⁵.

Ces structures semblent en place jusqu'aux années 1980. Les comptes rendus se font ensuite de plus en plus rares. Cependant, l'ACO continue de vivre. Dans les années 1980 au moins deux ouvriers⁷⁶ (l'un de la fédération des mineurs d'Alès, l'autre de Nîmes) sont ordonnés diacres, ce qui est le signe d'une réelle activité.

1968, un tournant psychologique et spirituel :

L'année 1968 représente un moment important dans le monde ouvrier du Gard. Au malaise général des jeunes qui concerne l'ensemble de la France, voire de l'Europe, s'ajoute une réelle crise des relations sociales dans de nombreuses entreprises, ainsi que des difficultés dans des branches industrielles, telles que la bonneterie, très implantées dans toute la région cévenole. La majorité des entreprises semble travailler en dessous des 32 heures et parfois même des 28 heures. Les salaires à Alès sont bas. Le fabricant de chaussures Saltel, par exemple, paie ses ouvriers qualifiés entre 2,50 F et 2,70F de l'heure. Les licenciements sont mal perçus surtout quand il n'y a pas le moindre motif. À Nîmes, les salaires moyens dans le textile-chaussure-industrie chimique sont de 2,15 F de l'heure. Les écarts de salaires sont importants : Éminence, à Nîmes ou à Aimargues, paie à des taux horaires bien plus importants, de 3,50 F. Face à ce phénomène, les militants de l'ACO remarquent deux réactions d'ouvriers :

⁷² Les comptes rendus sont issus des réunions d'animation de l'ACO par les différents comités de secteur ou bien par les aumôniers diocésains qui ont en charge des groupes d'ACO. Les rédacteurs qui font les retranscriptions de ces réunions sont anonymes mais ce sont les responsables d'un comité de secteur.

⁷³ ADN, KB31 : compte rendu de l'ACO de Nîmes (3 décembre 1960).

⁷⁴ ADN, KB31 : comité diocésain (22 janvier 1961).

⁷⁵ Idem

⁷⁶ Entretien Père Cauvas : il s'agit de René Gazet (ancien mineur d'Alès) et José Blasco (Nîmes).

- Ceux qui vont tenter de s'en sortir seul car ils sont résignés et pessimistes
- Ceux qui vont tenter des méthodes collectives plus dures

Il y a une exacerbation des ouvriers face à ces phénomènes de crises et de tensions sociales qui tendent à durcir les rapports au sein des entreprises et de la société⁷⁷. Comme par exemple les ouvriers de l'usine Perrier qui occupent l'entreprise en 1968⁷⁸.

Cependant, il est à relever que nombre de militants d'ACO ne sont pas toujours approuvés par leur famille. Ils sont parfois assimilés aux communistes. Pour les militants, ce qui prime ce sont les notions de liberté et de charité. Ils comprennent à travers les événements de mai 1968, par exemple, que les piquets de grèves sont essentiels dans un rapport de force pour la classe ouvrière. Ils ne jugent pas leurs compagnons et essaient de lutter contre le manque de liberté avec eux⁷⁹.

En Mai 1968, les documents de l'ACO constatent qu'il s'est produit à Nîmes un certain réveil de la conscience ouvrière. Les grands secteurs (SNCF, EDF) ont eu une grande importance dans le déclenchement de la grève. Les occupations ont permis aux travailleurs d'être rassemblés et de se soutenir mutuellement selon l'ACO. Des discussions sont mises en place en présence de membres de l'ACO afin d'informer leurs camarades de travail sur la grève et d'en définir les raisons. Les militants chrétiens semblent redécouvrir la dimension collective du monde ouvrier. Les relations interprofessionnelles, le rôle des organisations syndicales, apparaissent avec une nouvelle acuité. Les militants chrétiens découvrent aussi les réticences des femmes vis à vis des grèves, en raison des difficultés de la vie quotidienne et des baisses de revenu qu'elles peuvent générer, s'ajoute à cela la crainte d'une guerre civile et d'une restriction alimentaire⁸⁰. Le point de vue des immigrés (Espagnols, Portugais et Algériens) est lui aussi consigné : leur manque de compréhension du mouvement, leur crainte de s'engager⁸¹. Ces éléments sont liés, pour les membres de l'ACO, à leur situation de grande précarité tant sur les lieux de travail que pour les logements, ainsi que le racisme ambiant dans le monde professionnel. Ces éléments posent la question de l'intégration de ces migrants au sein des fédérations syndicales avec les travailleurs français. Beaucoup de chrétiens engagés sont sensibles à ces questions⁸², à tel point que l'ACO y fait allusion à de nombreuses reprises⁸³.

Différents enjeux et actions menés par l'ACO dans le bassin minier :

À travers les comptes rendus des révisions de vie, le comité diocésain de l'ACO fait un état des lieux du secteur des mines des années 1960 à 1970. La situation économique est en récession, ce qui engendre un chômage important et de nombreuses mises en retraite anticipée.

Le secteur des mines qui représentait depuis le milieu du XIX^e siècle le développement industriel est menacé partout en France dès la fin des années 1950. De nouvelles sources d'énergie

⁷⁷ ADN, Fond EC7B3 : comité diocésain de l'ACO (23/03/68)

⁷⁸ Nicolas Marty, *Perrier c'est Nous ! Histoire de la Source Perrier et de son personnel*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2005, p 219.

⁷⁹ ADN, Fond EC7B3 : compte rendu de la réunion ACO (05/06/68)

⁸⁰ ADN, Fond EC7B3 : document ACO de Nîmes : « Voici en résumé ce qui se dégage de ce tour d'horizon sur les événements de mai 68, vécus par la classe ouvrière de Nîmes » (1968)

⁸¹ Idem

⁸² Pour l'échelle nationale, cf. Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel, *À la gauche du Christ : les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, éditions du Seuil, Paris, 2012, 615 p.

⁸³ ADN, Fond EC7B3 : Compte rendu de secteur Nîmes-Beaucaire ACO (23 septembre 1969).

paraissent plus attractives et moins couteuses comme le nucléaire et l'hydroélectricité. En 1959, le plan « Jeanneney » prévoit la réduction d'effectifs et la fermeture de plusieurs mines⁸⁴.

Par conséquent les travailleurs des mines recherchent un travail supplémentaire dans l'industrie privée sans même avoir la garantie d'être déclarés à la Sécurité sociale. Cette situation bloque l'arrivée de jeunes sur le secteur de l'emploi puisque les employeurs embauchent plus volontiers du personnel qui ne génère pas de charges sociales. Les militants chrétiens notent que les travailleurs ont du mal à s'organiser collectivement, de peur de perdre leur emploi. En effet l'année 1962 est marquée par la mise en retraite anticipée de 1200 travailleurs avec un revenu de 270 à 300 francs⁸⁵. Les équipes de l'ACO de ce secteur ont bien du mal à essayer de mettre en place une évangélisation face à un tel phénomène. Les équipes font remonter le fait que ce phénomène est « un obstacle à la promotion collective ouvrière ; on vit et agit en égoïste, replié sur soi-même, de peur d'être mis à la porte de l'emploi qu'on détient. C'est le régime de la promotion individuelle sans aucun souci des autres »⁸⁶. L'ACO a essayé de mettre en place un engagement plus important mais peu de travailleurs veulent s'y investir.

En 1962, à Alès, le soutien aux mineurs de Decazeville⁸⁷ est peu suivi. Pour l'ACO, cela est dû à une montée de l'individualisme, la population veut augmenter son « niveau de vie à n'importe quel prix et n'importe quel moyen »⁸⁸. Deux années plus tard en 1964, le secteur des mines qui comptait 22 000 mineurs en 1948 n'en compte plus que 10 000. En 1975, le secteur est marqué par la fermeture des Houillères dans le bassin minier d'Alès. Les militants remarquent une certaine lassitude et un découragement. À la Grand-Combe, les travailleurs sont « dégoûtés » et essaient de profiter de leur emploi jusqu'à la fin. Les syndicats sont divisés sur l'analyse de la situation et de l'action à mener. Ces tensions se remarquent principalement au sujet de la reconversion des ouvriers : 700 à 800 d'entre eux sont inscrits à la Formation professionnelle. Cette initiative a été lancée par la direction mais les ouvriers se résignent à la reconversion en l'absence de débouchés concrets. Pour la CGT, les reconversions des mineurs ne sont qu'un « leurre ». La CFDT plus optimiste, pense que la situation du Bassin Minier permet aux travailleurs de réfléchir d'avantage sur la vie militante. Beaucoup de militants chrétiens s'engagent au sein de la CFTC. Il apparaît clairement que les travailleurs sont plus sensibles à la personne du délégué qu'à l'organisation syndicale qu'il représente⁵.

Pour conclure, l'ACO a été fondée dans le Gard peu de temps après sa création à l'échelle nationale. Elle reprend le système des révisions de vie de la JOC qui a vu le jour en France en 1927. Ce système permet de faire remonter les expériences de chacun dans les milieux ouvriers (entreprise, quartier de vie, organisations syndicales). Cela donne des informations de terrain sur les différents secteurs économiques et la vie des ouvriers autant sur leur lieu de travail que dans leur vie quotidienne. Ces remontées permettent à l'évêque d'avoir une meilleure vue d'ensemble sur les enjeux et les problèmes auxquels sont confrontés les ouvriers. De ce fait, l'ACO peut adapter ses modes d'actions pour « cheminer avec la masse ». Elle se tient aux côtés des ouvriers. Elle leur donne la parole, les écoute et essaie de les soutenir concrètement dans leurs combats par des actions menées pour et avec les ouvriers. Elle joue un rôle dans le lien que veut établir l'Église avec le monde ouvrier. L'ACO est un témoin du monde ouvrier et à son contact a elle-même subie des évolutions dans le temps. Le mot d'ordre n'est plus comme après la seconde guerre mondiale « nous referons chrétiens

⁸⁴ INA-JALONS, *Les grèves de Decazeville illustrent le drame de la reconversion minière*, (en ligne), <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu01035/les-greves-de-decazeville-illustrent-le-drame-de-la-reconversion-miniere.html>, [15 mai 2015].

⁸⁵ ADN, KB31 : comité diocésain (1^{er} avril 1962).

⁸⁶ ADN, KB31 : comité diocésain (1^{er} avril 1962), difficultés d'évangélisation.

⁴ADN, KB31 : comité diocésain (1^{er} avril 1962).

⁵ ADN, Fond EC7B3 : comité diocésain ACO (28 juin 1970).

nos frères »⁸⁹ mais « cheminer avec la masse »⁹⁰, l'accompagner dans ses luttes et ses moments de fragilité pour donner de l'espoir et éviter la radicalisation. Les ouvrir à d'autres perspectives comme la foi et essayer de promouvoir le monde ouvrier afin qu'il puisse s'épanouir. Pour ce faire l'ACO laisse une certaine autonomie en se basant sur la responsabilité qui incombe à ses membres et passe par le témoignage ainsi que la présence réelle au quotidien dans les milieux ouvriers.

La situation économique en crise du département n'a laissé aucun répit aux équipes et l'année 1968 marque une prise de conscience pour l'ACO dans le Gard. C'est à ce moment, qu'elle se sent concrètement ouvrière et fait corps avec les ouvriers tout en gardant sa spécificité qui fait d'elle une organisation religieuse. Différents combats sont menés en lien avec les ouvriers tout en ayant le soutien de l'évêque du diocèse.

Cette étude ne se veut pas exhaustive de par la matière lacunaire des sources et l'ampleur que représenterait une étude complète. Elle ambitionne cependant d'être un point de départ. L'Histoire de la mission sociale de l'Eglise est un champ de recherche prometteur qui a fait l'objet de peu de travaux. Les importantes mutations économiques et les transformations d'un monde du travail diversifié et hétérogène gagneraient à être approfondies de ce point de vue, tant dans le département du Gard que dans l'ensemble de la région Languedoc-Roussillon.

Anne-Laure ROUL

LECTURES CHOISIES :

***Études héraultaises, sciences humaines et sociales*, n° 44-2, 2014, revue éditée avec le concours du département de l'Hérault, 150 pages.**

Le dernier numéro de la revue *Études Héraultaises* vient de sortir. Depuis le n° 44-1 de 2014 la publication a inauguré une nouvelle maquette que les membres de la revue ont souhaitée plus aérée et plus « moderne », ce qui permet effectivement d'avoir une lecture plus aisée. Elle se présente sur 150 pages bien illustrées de documents.

Intitulé « D'une guerre à l'autre », le dossier constitue le « plat de résistance » de l'ouvrage que le comité de rédaction présente ainsi : « *Le numéro que nous vous présentons s'ouvre sur un dossier consacré aux commémorations du centenaire de la déclaration de guerre de 1914-1918 et du 70^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale. Il regroupe études originales, témoignages et comptes-rendus de lectures sur les répercussions des deux conflits, sur la vie des héraultais, à l'arrière comme au front* ».

Aurélia Jandot, nous invite à suivre le conseil municipal de Lunel dans son activité, au rythme de 1914-1919. (« Le fonds des familles héraultaises Nicolas et Mondié et la correspondance militaire d'André Nicolas). Dans cet article, Rafaël Hyacinthe nous emmène de 1907 à la première guerre mondiale. C'est en étudiant l'engagement de Louis Vallière, maire républicain d'Agde, que Christine Delpous-Darnige nous fait passer de 1914-1918 à la Seconde Guerre mondiale.

Une étude d'Yves Guillauma sur le journal « *L'Avenir agathois*, une exception à la table rase de la presse de libération » essaie d'expliquer cette « exception » qui demeure un cas unique dans l'histoire de la presse.

Deux morts, trois blessés, la colère s'exprime place de la Comédie à Montpellier le 21 août 1944, c'est l'histoire de la fusillade qui est interrogée par Alain Alquier. Une milicienne prise à partie par la foule est injuriée, frappée, déshabillée, tondue. La colère aveugle les lyncheurs qui négligent la

¹ Entretien oral avec le Père Cauvas à Nîmes

² Entretien oral avec le Père Cauvas à Nîmes.

présence d'une unité allemande en retraite. Les militaires de cette unité assistent à la scène et croient que la colère de la foule est dirigée contre eux. Aussitôt les militaires ouvrent le feu.

Un article de Rose Blin-Mioch très complet et très vivant nous invite à suivre le parcours de « François et Philomen Mioch, de Florensac, deux ouvriers agricoles “au-devant de la vie” ». Cette étude permet de resituer la place des ouvriers agricoles dans l'histoire du mouvement ouvrier et nous montre le parcours de deux militants qui accéderont à des responsabilités nationales, voire internationales, au sein du PCF et du journal *La Terre* pour François. Bien qu'impliquée dans la relation de ces vies, l'auteure a su garder une distance qui donne tout son sérieux à cette étude.

Par ailleurs la richesse de ce numéro est une nouvelle invitation à nous pencher sur les territoires inexplorés de l'histoire dite locale.

À noter que depuis quelques mois, *Études héraultaises* s'affiche sur internet C'est la possibilité pour les lecteurs de prendre connaissance de l'actualité de la revue, mais aussi d'accéder, progressivement, à ses archives (<https://www.etudesheraultaises.fr/>).

Jacques BLIN

*

Nicolas LEBOURG, Abderahmen MOUMEN, *Rivesaltes, le camp de la France de 1939 à nos jours*, préface de Philippe JOUTARD, Col·lecció Història, Canet, Trabucaire, 2015, 161 p.

Le vingt-et-unième livre de la *Col·lecció Història* des Éditions Trabucaire consacrée au département des Pyrénées-Orientales, Roussillon, Vallespir... ne s'inscrit pas seulement dans l'histoire locale mais, comme son titre l'indique, dans l'histoire nationale pendant sept décennies.

C'est un ouvrage à la lecture un peu difficile, à cause de la complexité de l'utilisation et donc de l'histoire du lieu de Rivesaltes, et des différentes interprétations mémorielles qui s'y sont ajoutées.

La préface de Philippe Joutard veut donner un fil pour parcourir pendant toutes ces années cette « tour de Babel » et ce « labyrinthe du siècle » et souligne l'importance de l'étude des auteurs sur l'ère mémorielle qui est celle des préoccupations contemporaines.

Selon la publication du Mémorial du camp de Rivesaltes, *Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes* par Beate Husser, 2014⁹¹, le camp Joffre (en projet depuis 1924) est d'abord un camp militaire de transit pour des troupes coloniales (Port-Vendres) dont la construction commence après la déclaration de guerre de septembre 1939, à l'entrée de la plaine du Roussillon, sur des terrains arides proches d'une artère majeure de circulation (dans laquelle a été construite la voie ferrée) ; à partir de 1941 et non de 1939 un camp civil est installé sur ses terres et coexiste avec lui pendant une très longue période, l'armée reprenant, quand le camp civil se vide, les lieux qu'elle a cédés pour des raisons conjoncturelles.

La chronologie indicative de l'ouvrage de l'ouvrage ne tient pas assez compte de la publication de l'*Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes* mais peut aider à suivre les auteurs dans leurs descriptions et leurs analyses. Le texte aurait pu présenter les sources utilisées avec leurs sigles et être complété par des plans plus précis permettant de comprendre l'évolution de l'occupation des îlots d'une période à une autre ; par un document synthétique mettant en évidence les fluctuations des différentes populations militaires et internées et celles du nombre et de la qualification de leurs gardiens. De même on aurait pu présenter autrement que par de longues énumérations les décès de la

⁹¹Beate Husser, *Histoire du camp militaire de Rivesaltes*, collection Mémorial du camp de Rivesaltes, Lienart éditions, Paris, 2014, 87 p.

période de Vichy ou de celle des harkis ; de plus une petite table des plans, graphiques et illustrations, un index et une bibliographie, auraient facilité la lecture et la réflexion.

Dans leur introduction les auteurs ont l'ambition de mettre en évidence les adaptations circonstanciées et la gestion technique de flux humains par l'État en France, de la III^e à la V^e République, les représentations de la société française qui font de Rivesaltes « "le camp de la France », afin « de mettre à jour la manière dont pour construire notre "nous" nous choisissons un "autre" que nous assignons à résidence en ces murs. Cet autre peut bien changer le camp perdure. »

La première partie (*L'internement des réfugiés européens, Fixer les nomades, La machinerie antisémite, Le camp de la Libération, Bilan des internements de Vichy, Reconstruction et prisonniers de l'Axe*, dans une soixantaine de pages présente le camp de Rivesaltes de la veille au lendemain de la Seconde guerre mondiale (1939/1948).

Nicolas Lebourg étudie surtout les archives départementales des Pyrénées-Orientales. (ADPO), des travaux sur les migrations, la surveillance et l'incarcération et certaines recherches historiques sur cette période de la vie du camp.

L'armée dispose de plus de 600 hectares. Dans le camp destiné aux troupes coloniales en transit (5 000 soldats en juillet 1940) un millier de Républicains espagnols de la *Retirada*, engagés dans des Compagnies de travailleurs étrangers viennent travailler à la construction des baraques en 1939. Après la défaite, la Croix-Rouge demande, à cause de l'armistice et la démobilisation de l'armée française, que le camp, qui dispose selon le préfet des P.-O. de la capacité d'interner 50 000 personnes, soit cédé à l'Intérieur. En décembre 1940, la Défense met sa disposition la moitié du camp militaire pour regrouper les individus expulsés d'Allemagne, entre autres des juifs de Sarre-Palatinat parce que, malgré cette expulsion, ils sont de nationalité ennemie.

Le « Centre d'hébergement de Rivesaltes » créé officiellement à partir du 14 janvier 1941, aligne, dans neuf îlots, 150 baraques pouvant accueillir chacune 70 personnes et au total 10 000 individus. En mai 1941 il regroupe 6 475 internés de 16 nationalités, 55,3% d'Espagnols, 34,8% de juifs étrangers et 1 278 Français, à 70% juifs. Le préfet (de Vichy) précise que le régime d'internement ne doit pas avoir de « caractère répressif » que les étrangers « réunis, uniquement en raison de leur indigence, ne doivent pas avoir l'impression d'être traités en indésirables », le médecin-chef responsable du camp estime, en vain, que la présence des enfants y « est formellement contre-indiquée », mais le régime de l'État français et la guerre pèsent sur le camp. Les restrictions entraînent une faim extrême, « la question nutritionnelle obsède les internés », bien que le camp absorbe une grande partie de l'approvisionnement local qui échappe aux habitants de Rivesaltes et favorise le marché noir. Le chauffage est tout à fait insuffisant et les conditions sanitaires très mauvaises ; la situation matérielle des internés est terrible.

Entre 1941 et 1942, 21 000 personnes sont envoyées dans le camp. C'est la première période de fort internement. Les 325 Gitans, tous des Français, sont victimes de ségrégation, 61 parviennent à s'évader. Les juifs passent de la réclusion à la déportation. Le 26 août 1942, les juifs étrangers de la zone sud sont regroupés au Centre inter-régional de Rassemblement des Israélites de Rivesaltes, qui devient à la fin de l'été « Centre National de rassemblement des Israélites », camp spécial rassemblant les juifs du sud de la France, prévu pour un effectif de 10 000 internés. Ils sont 5 714 environ au camp spécial, 2 313 partent à Drancy, 215 meurent dans le camp dont 51 sont de très jeunes enfants. Les œuvres caritatives acceptés par le régime de Vichy sont essentiellement religieuses, protestantes, YMCA (*Young men christian association*), et Cimade qui travaillent en binôme, Quakers américains ; juives, UGIF, OSE, Croix-Rouge française Secours suisse...⁹² Avec la

⁹² Young Men's Christian Association (YMCA) mouvement de jeunesse chrétien fondé en 1844 à Londres par le britannique George Williams.

Le Comité Inter Mouvements Auprès des Évacués (Cimade), fondé en 1939 pour faciliter l'installation des populations lorraine et alsacienne, s'intéresse ensuite aux réfugiés rassemblés dans les camps d'internement.

coordination du Comité de Nîmes, elles soignent les cachectiques, s'occupent des enfants et s'efforcent de les placer dans des colonies et des centres d'accueil. Elles « font tout leur possible pour faire sortir les hébergés » afin de leur éviter la déportation.

Après l'invasion de la zone sud, le centre d'hébergement est liquidé le 25 novembre 1942. Le camp général compte 1 377 internés, en majorité des Espagnols, les juifs, 1 731, sont transférés essentiellement vers le camp de Gurs (Basses-Pyrénées) qui devient le centre de rassemblement des juifs de la zone sud. Les troupes malgaches de l'armée française demeurent au camp Joffre où les Allemands s'établissent, « l'organisation Todt installe ses services logistiques pour les travaux de fortification » (*Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes*, p.48). Les Allemands accueillent 1 300 Italiens après l'écroulement du régime de Mussolini, puis 1 200 à 1 500 Russes blancs.

Après le débarquement des Alliés en Normandie en juin 1944, avec la Libération de la France, l'armée reprend possession du camp, mais il est trop délabré pour retrouver un usage militaire (*Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes*, p. 61).

Le camp connaît alors deux nouvelles populations internées.

L'armée reprend plusieurs îlots et en septembre 1944 une partie du camp est convertie en « Centre de Séjour Surveillé de Rivesaltes » (CSSR) où l'on a prévu 1 080 places, d'après l'auteur pour les suspects de collaboration « lampistes » car les autres, importants, sont à la Citadelle. Les baraques des femmes sont entourées de barbelés et dans un état « lamentable » selon le préfet. Fin 1944, il y a 507 internés.

Nicolas Lebourg souligne que les disponibilités d'internement au camp peuvent expliquer le fort pourcentage d'internés dans un département qui n'avait pas été, selon lui, particulièrement "collaborationniste" et cet internement, encore selon lui, « permet de réaliser une sortie de guerre qui soit une réconciliation de la société avec elle-même ». Le traitement des internés est plutôt bon ; leurs correspondances contiennent des remarques...contre le gouvernement. Le camp, qui dispose en outre de 5 100 places dans trois autres îlots, continue de recevoir d'autres Européens, Espagnols ayant passé clandestinement la frontière, collaborateurs belges et fascistes, réfugiés soviétiques en janvier et en mars 1945. Le CSSR est dissous en décembre 1945.

En même temps que le CSSR, le dépôt de prisonniers de guerre N°162 regroupe les soldats des puissances de l'Axe, entre 6 000 et 7 000 militaires allemands et italiens en mai 1945. En février 1947, il y a encore plus de 4 300 prisonniers de guerre, des Allemands pour la plupart. Ce camp est fermé le 1^{er} mai 1948. La mortalité très forte de ces prisonniers allemands — 412 décès dans un groupe d'adultes où il n'y a ni enfant ni personne âgée — est surprenante. Les corps ont été exhumés par le *Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge* (VDK) et le cimetière ensuite fouillé par les archéologues Olivier Passarius et Pauline Illes⁹³.

C'est pourquoi le « douteux révisionnisme » de certains historiens que Philippe Joutard dénonce demande une relecture attentive de la publication de l'*Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes* (*op. cit.*) et des recherches de Christian Xanxo, non publiées encore, mais connues par les conférences publiques dont *L'Indépendant* des 4 février 2003 et 11 janvier 2007 a fait les comptes rendus.

Union générale des Israélites de France (UGIF), créée en 1941 pour assurer la représentation des juifs auprès des pouvoirs publics.

Œuvre de secours aux enfants (OSE), association créée vers 1910/1911 en Russie, destinée au secours des enfants et à l'assistance médicale aux Juifs persécutés.

Le Comité de Nîmes, créé en novembre 1940 à l'initiative du délégué de l'YMCA, Donald Lowrie, assure la coordination des œuvres travaillant en faveur des internés et des réfugiés étrangers en France.

⁹³Compte-rendu des fouilles par Olivier Passarius et Pauline Illes in *Archéo* 66, bulletin de l'AAPO (Association archéologique des Pyrénées-Orientales), 23, Perpignan, 2008, pp. 21-26.

Cette première partie conduit à quelques remarques. Nous et « l'autre » est-ce une problématique historique ? Idéologique ? Trop de pages sur l'Espagne depuis le début du XX^e siècle et l'histoire des Tziganes avant leur internement et trop peu sur la politique concentrationnaire les concernant à Rivesaltes (une page et demi). Que faire (p. 30) de l'affirmation : « le flou des origines du camp de Rivesaltes entraîne la complexité de la reconnaissance de son rôle dans l'histoire des républicains espagnols ? » « Peu de réfugiés ont fait souche dans la commune... » alors qu'en 1939 les Espagnols de la *Retirada* étaient « concentrés » dans les trois camps des plages et que le camp de Rivesaltes n'était pas construit.

Abderahmen Moumen, dans la deuxième partie, d'une soixantaine de pages aussi, étudie l'histoire algérienne du camp, *Former et surveiller les travailleurs nord-africains, Des appelés métropolitains en Algérie aux appelés algériens à Rivesaltes, L'internement des nationalistes algériens, L'épreuve des migrations post-coloniales algériennes, Les harkis : réfugiés algériens ou Français rapatriés ? Le camp de Rivesaltes au cœur « des camps harkis »*, pendant les soubresauts de la décolonisation française en Algérie. Il utilise, outre les archives départementales des P-O., le Service historique de la défense, le CAC⁹⁴ et ses propres recherches historiques publiées à partir des années 2000.

Il souligne d'abord que « la Seconde Guerre mondiale achevée, le camp de Rivesaltes cherche sa voie ». Le camp Joffre offrait de grandes possibilités d'hébergement. Après quelques années pendant lesquelles les projets ne sont pas réalisés, c'est la CGT qui obtient de l'armée, en 1951, la création d'un Centre de formation professionnelle accélérée (CFPA) qui est finalement destiné aux travailleurs nord-africains ; ce centre est installé au camp Joffre « en raison des possibilités de logement » et du fait que le climat y est jugé « proche parent des plaines côtières d'Algérie ». Le centre doit former 120 puis 180 stagiaires. Le quotidien du centre est émaillé de profondes tensions avec les populations environnantes et les Renseignements généraux surveillent le centre pour empêcher toute subversion, nationaliste, syndicaliste ou communiste. Avec l'indépendance du Maroc et de la Tunisie et surtout, après la « Toussaint rouge » et le début de la Guerre d'Algérie, le centre est réorganisé, le nombre des nord-africains diminue de moitié tandis que celui des métropolitains augmente jusqu'aux deux tiers des effectifs. Le processus d'insertion n'a pas réussi comme les autorités l'espéraient et la population locale se méfie de la « mentalité musulmane » des stagiaires.

Avec le début de la Guerre d'Algérie le camp retrouve aussi sa vocation militaire. Le centre mobilisateur N°124 y est hébergé. Les appelés, environ 1 500, par roulement tous les deux mois, passent dans le camp de Rivesaltes.

En 1957 une formation professionnelle (CMPF) est mise en place pour les « Français de souche nord-africaine » dont on espère faire des propagandistes du maintien de la France en Algérie.

Le chef d'état-major de l'armée jugeait « inopportun et même dangereux » d'installer les nationalistes internés à proximité du centre de formation professionnelle, aussi ce centre est évacué totalement en février 1962 et une partie du camp militaire est transférée au ministère de la Justice « dans les plus brefs délais ».

527 prisonniers (487 Français musulmans), nationalistes algériens arrivent à Rivesaltes dans un centre pénitentiaire autour duquel une enceinte est construite. Ils vivent dans de dures conditions : WC pour 50 personnes, douches et lavabos à l'extérieur. Les prisonniers sont expulsés sans ménagement en Algérie, car le ministre de l'Intérieur « estime leur présence en métropole incompatible avec les nécessités de l'ordre public ». La Cimade qui a obtenu du ministère de la Justice l'autorisation d'envoyer une équipe dans le camp est, elle, chargée de la distribution du pécule qui leur est remis au moment du départ.

⁹⁴CAC, centre d'Archives contemporaines, Fontainebleau. Les auteurs ne signalent la signification de ce sigle.

En mai 1962, l'armée veut récupérer le camp « dès le départ de l'administration pénitentiaire ». La signature des Accords d'Evian et le plan de rapatriement des troupes françaises amènent de nouvelles populations dans le camp. C'est la seconde période de plus forte occupation après celle de Vichy.

En juin 1962, le premier Régiment de tirailleurs algériens (1^{er} RTA) est rapatrié au camp Joffre avec femmes et enfants, puis viennent d'autres régiments, au total presque 5 000 personnes. Les anciens supplétifs menacés et leurs familles arrivent en nombre en France, le gouvernement demande au ministère des Armées d'aménager ses camps militaires en camps de transit (le Larzac, Bourg-Lastic), mais l'hiver ramène les « musulmans algériens harkis », parfois ainsi désignés, dans le Gard (Saint-Maurice-l'Ardoise) et surtout à Rivesaltes.

À cause des réticences préalables du ministère des Armées à prêter une partie de son domaine militaire, les mesures d'urgence n'ont pas été prises pour les accueillir. Une ville de tentes de 10 000 habitants devient la deuxième « ville » du département. Les structures d'encadrement du camp se mettent lentement en place. Le camp est divisé en dix villages sous la responsabilité de militaires, certains anciens supplétifs participent à la gestion du camp. Le camp de transit de Rivesaltes devient le nœud central des camps harkis, 22 000 personnes y passent⁹⁵. Les mauvaises conditions de logement et non la nourriture, (qui était une question obsédante pendant la période de la guerre), les problèmes sanitaires structurels rendent les conditions de vie difficiles surtout pour les très jeunes enfants ; la majorité des 136 personnes décédées ont moins de deux ans. L'objectif est d'évacuer le camp de transit le plus vite possible. Pour « tourner définitivement cette page embarrassante de la guerre d'Algérie, » le camp est officiellement fermé le 31 décembre 1964. L'histoire « post-algérienne » du camp se poursuit jusqu'en 1977 avec des concentrations d'anciens supplétifs sur ou autour du camp.

Le camp accueille cependant des « rapatriés » d'Indochine, anciens déserteurs du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient et leurs familles, un détachement de Vietnamiens avec femmes et enfants et des militaires guinéens, quelques centaines opposants de Sékou Touré. « L'armée récupère presque tous les îlots du camp Joffre qui redevient essentiellement le siège du Centre mobilisateur du département. » (*Histoire du camp militaire Joffre de Rivesaltes*, p. 75)

La partie civile du camp retrouve une activité en 1986 ; malgré l'avis négatif du préfet du département, un Centre de rétention administrative (CRA) de quatorze lits pour les hommes et de quatre pour les femmes, est installé pour rassembler les ressortissants espagnols en situation irrégulière sur le territoire français et pour faire transiter les clandestins d'autres nationalités. Ces personnes sont « retenues » et non « détenues » dans des chambres fermées à clef la plus grande partie du temps. L'activité du centre de rétention fluctue en fonction de la politique du gouvernement français. La droite veut lutter contre l'immigration clandestine en multipliant les arrêtés d'expulsion : de 58 expulsés en 1986, le centre passe à 241 en 1988, mais avec le retour de la gauche, le nombre retombe à 70. Ce CRA de Rivesaltes, grâce à l'infrastructure fournie par le camp, a dépassé les 1 000 entrées annuelles depuis 1994 et a été un des centres de rétention les plus importants de France. Il est déménagé en 2007 pour permettre la création du Mémorial de Rivesaltes. Il est rapproché de l'aéroport, ce qui « fluidifie les procédures d'expulsion », permet un agrandissement à 48 places (pour les hommes) et l'augmentation du nombre des expulsés : 1 021 étrangers de 92 nationalités, du Maghreb et du Mali essentiellement en transit vers un autre état européen, en 2013. Cette seconde partie est bien plus factuelle que la première sans oublier pour autant d'éclairer les faits dans leur contexte.

⁹⁵ Une petite erreur : le pasteur Bonnet n'est pas un aumônier militaire, c'est le pasteur de l'Église réformée de Perpignan.

Qui sont les gardiens, quelles relations avec ceux qu'ils gardent ? Tout au long de ces sept décennies, le gardiennage du camp fluctue selon l'importance des populations enfermées ou confinées et selon les raisons de leur consignation. Ceux qui les surveillent sont des militaires ou des civils selon la dénomination des internés ; les auteurs soulignent que les qualités et les compétences de ces gardes varient beaucoup selon les périodes.

Les gardiens civils semblent pires que les militaires bien qu'un poète espagnol évoque le camp de Rivesaltes « comme un ramassis de femmes espagnoles, pâture pour les Sénégalais ».

En 1941, un rapport du ministère de l'Intérieur décrit les gardiens comme « assez peu payés mal logés [...] partout instables et sans autorité. ». La piètre valeur de ce gardiennage est mentionnée dans les rapports du commandant du camp : vols de nourriture, brutalités, violences sexuelles, corruption pour permettre une évasion. Ces problèmes durent en 1941 et 1942. Comme les effectifs des internés décroissent, en novembre 1942, 277 personnes encadraient le Centre d'hébergement de Rivesaltes où étaient 1 377 internés au moment de sa liquidation.

C'est le camp de la Libération (CSSR) qui a connu les pires gardiens. Les nouveaux pouvoirs publics disposaient d'un personnel réduit, 14 inspecteurs et gardiens pour sa surveillance intérieure et 25 tirailleurs malgaches. La direction du camp ne cesse de se plaindre des gardiens proprement dits, beaucoup sont « inaptés, corrompus, incompetents, s'autorisant des abus sexuels, pratiquant le marché noir ; la première direction du camp, elle-même, est soupçonnée de participer à ce trafic. Les conditions de vie de ces gardiens, mal payés, sans uniforme, quasiment sans armes, étaient similaires à celles des détenus. Les facilités d'évasion et leurs implications effarent le Comité départemental de Libération. Finalement, en février 1945, la direction du camp procède à une « grande Épuration » et révoque un certain nombre de gardiens ; ce qui permet d'attribuer à « l'Épuration du service de surveillance » le premier mois sans évasion.

Certains prisonniers allemands des *Kommandos* travaillent hors du camp comme les Espagnols des Compagnies de Travailleurs étrangers, les Allemands, prisonniers de guerre, sont gardés par des troupes sénégalaises, ensuite en octobre 1947, par 140 tirailleurs algériens.

Les stagiaires nord-africains du CFPA n'ont pas de gardien, ils sont encadrés par moins d'une vingtaine des moniteurs. La surveillance est essentiellement politique ; le centre fait l'objet d'une surveillance constante des Renseignements généraux dans le but d'empêcher « toute subversion nationaliste, syndicaliste ou communiste ».

En 1958, l'encadrement du centre militaire de formation, professionnelle de Rivesaltes (CMPF) est attribué à des personnels militaires « de souche » qui doivent avoir une bonne connaissance des « Français-musulmans » et avoir un chef de peloton ou un officier arabophone.

En 1962, les 527 prisonniers, très majoritairement nord-africains, du centre pénitentiaire sont étroitement surveillés par 28 surveillants et 330 CRS.

C'est le personnel de la 40^e compagnie de camp, pris parmi les tirailleurs, qui est chargé de l'encadrement des tirailleurs et des familles harkis. La sécurité des anciens supplétifs, menacés par des nationalistes du FLN doit être assurée, la brigade de gendarmerie de Rivesaltes est renforcée et passe de 12 à 26 sous-officiers, 10 gendarmes de Rivesaltes sont même détachés au camp. Dans la même période le préfet craint, étant donné les conditions de vie difficiles du camp et l'oisiveté des anciens supplétifs, leur récupération politique, et même un pillage du dépôt militaire gardé par 30 hommes du centre de mobilisation. Sécurité et discipline sont le souci des autorités. Ceux qui sont placés dans le camp ne sont pas internés « mais ils ne sont pas pour autant autonomes. »

La surveillance du Centre de rétention de Rivesaltes est proche de celle d'une prison. Les « retenus » gardés par l'armée sont internés dans des chambres fermées à clef, ont droit à de courtes promenades à l'intérieur du centre. Cinq gardes les surveillent et sept autres les escortent chaque jour. Les gendarmes ne doivent pas tirer sur ceux qui font une tentative d'évasion et au-delà de 300 mètres, pour ne pas abandonner les autres « retenus », ils doivent avertir la gendarmerie de Rivesaltes.

Avec l'évolution des doctrines de défense, les grandes formations militaires cèdent le pas à des unités plus spécialisées « la nouvelle doctrine nécessite globalement moins de casernes, moins de champs, moins de manœuvres mais davantage de discrétion », (*Histoire du camp militaire Joffre de*

Rivesaltes, op. cit., p.77). L'armée a moins besoin des vastes terrains du camp Joffre et la mémoire naît et augmente.

Le dernier chapitre « la France du camp » est particulièrement neuf et bienvenu, les auteurs faisant œuvre d'historiens, de sociologues, de politologues reconstituent le développement des différentes mémoires (juive, espagnole, nord-africaine) dans le cadre national et dans le cadre local « ex nihilo » et font la démonstration de l'absence de mémoire autour des lieux pendant longtemps, peut-être à « cause de la permanence de l'usage du site », du rôle de la croissance de ces mémoires dans les choix et l'évolution de la recherche historique en particulier à l'Université de Perpignan, jusqu'au « dernier avatar » du camp : sa transformation actuelle en un mémorial qui doit être inauguré en 2015.

Madeleine SOUCHE

BIOGRAPHIES ; SPÉCIAL ENSEIGNANTS :

SORS Léon

Né le 15 février 1895 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), mort le 8 janvier 1952 à Perpignan ; instituteur puis directeur d'école ; militant syndicaliste ; trésorier puis secrétaire départemental du SNI avant 1940, secrétaire du Syndicat unique de l'enseignement des Pyrénées-Orientales (1944-1946) ; militant du Parti socialiste SFIO, du PSOP (avant 1940) et du PCF (après 1944).

Léon Sors était le fils de Jean, receveur des hospices, et de son épouse Joséphine Curel âgés respectivement de cinquante et de quarante-deux ans en 1895. Ils étaient domiciliés en plein centre-ville, 27 rue Mailly. C'était le onzième enfant d'une nombreuse fratrie.

Léon Sors présenta le concours d'entrée à l'École normale de Perpignan. Il y commença ses études d'élève-maître le 1er octobre 1911 et les poursuivit jusqu'au 30 septembre 1914. Il obtint le brevet supérieur en 1913, le certificat de fin d'études normales en juillet 1914 et le certificat d'aptitude pédagogique en 1918 seulement car entre temps sa carrière fut interrompue par sa participation à la Première Guerre mondiale. Le 18 octobre 1918, dans une note à l'inspecteur d'académie des Pyrénées-Orientales, le directeur de l'école normale de Perpignan faisant un bilan de sa scolarité dans cet établissement estimait que Sors était doté d'un « esprit ne manquant pas d'intelligence, mais peu travailleur » et qu'il « occupait dans sa promotion un rang tout à fait ordinaire. (...) Comme zèle, il était au-dessous de la moyenne, son caractère était difficile et ne se soumettait souvent au règlement intérieur que contraint et forcé ». Ce portrait, remontant à son adolescence, notait des traits de caractère qui se manifesteraient à plusieurs moments de son existence.

À sa sortie de l'école normale, il fut nommé le 1er octobre 1914 instituteur intérimaire à Thuir (Pyrénées-Orientales). Devant être mobilisé, il quitta ses fonctions le 30 novembre 1919. Incorporé le 19 décembre 1914 au 53^e régiment d'Infanterie (RI), unité stationnée en temps de paix dans les Pyrénées-Orientales, il fut promu aspirant le 15 avril 1915. Muté au 80^e RI, unité « narbonnaise », le 20 avril 1915, puis le 12 mai 1915 au 280^e RI formé à partir du 80e, il fut promu sous-lieutenant sur le champ de bataille le 15 septembre 1915. Le 3 octobre 1915, lors de l'offensive d'automne en Artois, il s'illustra dans un combat à Neuville-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) — décrit par le caporal Louis Barthas* qui appartenait au même régiment — où il « s'est employé avec beaucoup d'activité et d'intelligence à l'organisation d'une tranchée récemment conquise », ce qui lui valut une citation à l'ordre de la 131^e brigade le 25 octobre 1916 (sic dans le registre matricule, fiche de Léon Sors : 1915 ?) et d'être décoré de la croix de guerre. Il fut grièvement blessé pendant ce combat par un éclat d'obus qui causa des dommages irréversibles aux deux membres inférieurs et au bras droit. Évacué blessé, il demeura au dépôt de Montpellier (Hérault) jusqu'au 19 avril 1917 où il fut affecté à la commission de réception des couvertures au magasin régional. En octobre 1917, il fut affecté, dans le cadre du 80^e RI, à Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales) au commandement du sous-secteur de la surveillance de la zone frontalière de la haute vallée du Tech. Il convient de noter que la frontière franco-espagnole était étroitement surveillée car franchie à la fois par les insoumis et déserteurs, les prisonniers des armées des empires centraux évadés de leurs camps en France et les agents des services secrets de ces puissances. En congé de convalescence à Toulon, il fut démobilisé le 20 septembre 1919 à Perpignan. Réformé temporaire le 1er juin 1920 par la commission de

réforme de Béziers (Hérault) pour cicatrice au pied droit et à l'avant-bras droit », « cicatrice au mollet gauche » et « bronchite ancienne imputable », il reçut une pension d'invalidité pour mutilation à 20 %.

Léon Sors se maria le 5 août 1919 à Toulon (Var) avec Marthe, Élise, Flavienne Piard. Celle-ci était la fille d'un mécanicien de 1^e classe de la Marine de guerre. Celui-ci qui avait fait valoir ses droits à une pension, avait perdu sa femme dans la première semaine de juillet. Le jeune couple s'engagea à le prendre avec lui dans son logement. Pour ce motif, Sors qui était en congé de convalescence à Toulon et sachant qu'il allait être démobilisé avait demandé à l'inspecteur d'académie de Perpignan sa réintégration dans le cadre du corps des instituteurs de son département. De son mariage avec Marthe Piard, Léon Sors eut quatre enfants : Germaine née à Saint-Laurent-de-la-Salanque le 14 juin 1924, Jean-Louis né à Bourg-Madame le 12 mars 1924, Gabriel en 1925, Hélène née à Bourg-Madame le 25 juillet 1927. Ses enfants furent de « bons élèves ». En 1941, Germaine était institutrice intérimaire dans la Seine-et-Oise ; Jean-Louis, poursuivait des études de mathématiques supérieures au lycée de Montpellier ; Gabriel était élève au collège de garçons de Perpignan ; Hélène était considérée comme une « bonne élève » d'une classe de 4^e du collège de jeunes filles de Perpignan. Ses anciens collègues le décrivent un « monsieur très bien » (Aimé Delmas*), « très strict » (Lucette Justafré*), à la « conscience professionnelle hors du commun » et aux « principes familiaux extrêmement rigides » (Aimé Delmas*).

Auparavant, alors qu'il était à Arles-sur-Tech affecté à la surveillance de la frontière du Vallespir, il avait sollicité, dans la perspective de son retour à la vie civile une affectation dans une EPS ou une école normale. Désireux de préparer le professorat secondaire, il saisit l'inspecteur d'académie (IA). Mais le directeur de l'école normale, consulté, s'opposa à cette demande (lettre à l'IA, 18 octobre 1918). Celui-ci reconnaissait des qualités intellectuelles et son comportement au feu pendant la Grande guerre et était disposé à appuyer sa requête. Sors argumenta encore dans une lettre à l'IA (13 décembre 1918) en faisant valoir qu'un poste dans un village ne faciliterait pas son projet professionnel. De toute façon sa demande fut rejetée. Le 9 août 1919, il fut délégué instituteur stagiaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales) à compter du 1^{er} octobre. Mais, afin de résoudre ses problèmes familiaux, il demanda un congé de deux mois, à compter du jour de sa démobilisation. Il fut donc installé comme titulaire à Saint-Laurent-de-la-Salanque, bourg maritime et viticole du nord-est du département le 19 novembre 1919. Le 3 août 1922, il fut installé à Bourg-Madame, en Cerdagne, à l'autre extrémité du département. Il demeura six ans dans cette localité montagnarde, à la proximité immédiate de la frontière espagnole. Le 1^{er} octobre 1928, il prenait ses fonctions d'instituteur adjoint à l'école Pasteur, au centre de Perpignan, puis le 1^{er} octobre 1930, il fut muté à l'école annexe à l'école normale de garçons de Perpignan où on lui confia le cours préparatoire. Il conserva ce poste jusqu'à sa mutation d'office à Nîmes (Gard) décidée le 9 septembre 1940 par le secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse. Dans un rapport en date du 2 septembre 1940, l'IA avait en effet suggéré sa mutation dans une ville d'un département non limitrophe des Pyrénées-Orientales. Ses fonctions de secrétaire départemental du SNI, de conseiller départemental, son influence sur le personnel enseignant, sa campagne contre l'IA Ferrère en 1936 — en 1941, ce dernier, devenu entre-temps IA de l'Isère ; n'avait toujours « digéré » la vigueur des attaques de Léon Sors —, sa participation à la grève générale du 30 novembre 1938 dans l'organisation de laquelle il s'impliqua furent les principaux motifs de cette décision. À Nîmes, Sors fut installé dans son nouveau poste le 4 octobre 1940, d'abord à titre provisoire, puis à titre définitif à l'école de la Croix de fer dans un quartier populaire du nord de la ville. D'abord instituteur adjoint, il fut nommé directeur à titre provisoire, toujours à la Croix de fer, le 27 octobre 1943. Il fut ensuite nommé à titre définitif. Il n'attendit pas l'exeat de l'IA du Gard (27 octobre 1944) pour retrouver, le 1^{er} octobre, son poste d'adjoint à l'école annexe de l'école normale de Perpignan. Le 1^{er} octobre 1945, il devint directeur de l'école annexe, poste qu'il conserva jusqu'à son décès prématuré.

La carrière d'instituteur de Léon Sors fut particulièrement brillante. S'il ne put accéder à l'enseignement secondaire comme il le souhaita à plusieurs reprises, il accéda, après moins de dix ans de carrière après sa stagiarisation, à un poste de prestige à l'école annexe de l'école normale de garçons de Perpignan. De 1934 à 1940, il formula de façon réitérée des vœux afin d'obtenir une direction d'école annexe dans une ville de faculté du Midi, Montpellier ou Toulouse en premier lieu, ceci pour faciliter les études secondaires et supérieures de ses enfants. L'IA de Perpignan reconnaissait, le 27 janvier 1937, qu'il pourrait être un bon directeur d'école annexe « s'il peut s'astreindre à se consacrer exclusivement à son école ». Son engagement syndical et politique fort fut en effet un argument pour ne pas donner suite à cette demande et ceci bien que le rapport d'un inspecteur général du 19 novembre 1938 l'ait reconnu apte à la direction d'une école annexe. Ses rapports avec les directeurs successifs de l'école annexe, Pierre Gineste* — un militant socialiste et syndicaliste chevronné — puis Jacques Ruffiandis — un homme de droite, qui devint secrétaire départemental de la Légion des combattants sous Vichy — furent exécrationnels. Avec ce dernier, il « s'était toujours montré enclin à la discussion

(sic), chicanier et processif » (rapport du de l'IA au secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, 2 septembre 1940).

Dès le début, ses rapports d'inspection furent élogieux, soulignant sa maîtrise de la pédagogie et sa culture, vantant ses rapports avec ses élèves. Les notes attribuées par les inspecteurs primaires successifs furent excellentes. Deux de ses collègues, interrogés beaucoup plus tard, s'accordaient pour reconnaître ses qualités professionnelles (il avait « une conscience professionnelle hors du commun », Aimé Delmas*, 23 mars 1983 ; « consciencieux, honnête, intelligent », Lucette Justafre*, 3 octobre 1983). Robert Marty* qui fut son élève à l'école annexe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale estime que Sors était « un maître d'élite ».

Nous ignorons quand Léon Sors commença à militer, aussi bien dans les rangs d'un parti que dans le mouvement syndical. D'après Marcel Mayneris* instituteur et militant en vue de la SFIO avant 1940, Léon Sors fut, dans un premier temps, d'opinion radicale-socialiste. Ce fut Isidore Forgas* dont il était l'ami qui l'amena à adhérer à la SFIO en 1935 ou, au plus tard en 1936, à une époque où il était déjà très engagé au plan syndical et dans les instances départementales du Rassemblement populaire. Militant socialiste SFIO, Léon Sors fut, en 1936 et en 1937, secrétaire du comité départemental du Front populaire. Militant de la Gauche révolutionnaire dès 1936, il prit une attitude de plus en plus critique vis-à-vis du Front populaire.



Manifestation à Perpignan en 1936 (14 juillet ?) : au centre, Léon Sors (avec le nœud papillon). À sa gauche ; Fernand Berta* fils, Mme Trémi, institutrice militante du SNI et de la SFIO. À sa gauche : Aimé Delmas*, Joseph Guisset* du PC, Isidore Forgas* (Collection André Balent)

La guerre civile espagnole le concerna au premier chef. En juillet 1935, il passait ses vacances en famille dans le petit port ampourdanaï de Llançà (tout près de la frontière avec les Pyrénées-Orientales) lorsque le conflit éclata. Il revint aussitôt à Perpignan et fut dès l'été de 1936 un des membres du comité perpignanais du « Continental-Bar » créé par les pivertistes catalans dans le but d'aider la révolution espagnole (*Voir* aussi Baudru Laurent*) et d'établir des relations suivies avec le POUM. Il était présent lorsque Maurice Jaquier*, de la GR, délégué national du Front populaire, rencontra à Perpignan les militants du « comité du Continental-Bar » (sans doute en août 1936). Sors participa activement aux actions, souvent clandestines, entreprises par ce comité qui aida non seulement le POUM mais aussi la CNT. Avec Maurice Jaquier* et d'autres pivertistes perpignanais il eut, notamment, l'occasion d'assurer le transport par camion de dix tonnes d'obus vers la ville espagnole de Puigcerdà par les routes de la Cerdagne française. La dernière action du comité perpignanais du « Continental-Bar », à laquelle Sors fut associé en janvier 1939, fut de récupérer dans la montagne cinq dirigeants du POUM tout juste sortis des prisons de Barcelone dans lesquelles ils étaient enfermés depuis l'été 1937, leur évitant ainsi l'internement dans les camps des plages roussillonnaises. Après l'exclusion de la Gauche révolutionnaire du Parti socialiste SFIO au congrès national de Royan (juin 1938), Léon Sors adhéra au PSOP au sein duquel il milita jusqu'à la dislocation de ce parti, en 1939. En octobre 1938, il fut certes « munichois », mais pacifiste convaincu il avait par ailleurs des convictions antifascistes solides qui le prémunirent, pendant la Seconde Guerre mondiale, de toute dérive maréchaliste ou collaborationniste. Pour l'inspecteur d'académie de Perpignan qui rédigea un rapport sur Sors pour le secrétaire d'État à l'Éducation nationale à Vichy (2 septembre 1940), il s'était « associé à toutes les manifestations légales ou illégales de la CGT et du Front populaire. Homme de caractère, énergique et obstiné, (...) Monsieur Sors, en effet, qui n'est ni communiste, ni socialiste orthodoxe, semble assez voisin par ses tendances des anarcho-syndicalistes espagnols » (à ce propos, l'IA confondait la CNT et le POUM et ignorait son affiliation antérieure à la GR et au PSOP).

Avant et après l'unité syndicale (1935), Léon Sors milita très activement au SNI. L'IA de Perpignan le considérait, en septembre 1940 comme ayant « été l'animateur et l'inspirateur [de l'action syndicale parmi les enseignants] dans ce département ». Il fut élu trésorier départemental du SNI le 12 décembre 1929, (furent également élus : Gaudérique Sola* secrétaire ; Vilar, instituteur à Saleilles et Léa Soubielle, institutrice à Rivesaltes, secrétaires adjoints ; Mlle Llong, institutrice à Elne, trésorière adjointe). Il devint en 1933 le troisième secrétaire de la section départementale du SNI des Pyrénées-Orientales après Victor Gruat* et Gaudérique Sola*. Il le demeura jusqu'en 1940. Après l'unité syndicale, il fut favorable aux thèses des Amis de *L'École émancipée*. Par ailleurs conseiller départemental dès 1935 — avec, entre autres, en 1936 Élise Berjoan*, Mlle Pull et Thibaut —, il fut un secrétaire syndical énergique qui s'impliqua à fond dans tous les aspects de la vie syndicale. Attentif aux problèmes corporatifs et défendant les intérêts de chacun des adhérents du SNI, il acquit bientôt une influence considérable parmi ses collègues. Il impressionnait beaucoup Lucette Justafré* jeune institutrice qui l'admirait et lui conserva jusqu'à sa mort une grande estime. Ses collègues appréciaient sa fermeté et son audace. La campagne qu'il mena en 1936 contre l'inspecteur d'académie Ferrère (articles « Après la victoire, il faut que ça change », *Bulletin syndical*, n° 4 ; « Réponse à M. Ferrère », *Bulletin syndical*, n° 5, 1936) les impressionna. Près de cinquante ans plus tard, en 1983, Aimé Delmas*, admiratif, se souvenait encore qu'il osait « tenir tête aux inspecteurs d'académie ». Pacifiste, Léon Sors, officier du cadre de réserve jusqu'au 20 février 1933, il dut, à partir de 1938, affronter les enseignants adhérant au Parti communiste qui l'accusaient, au même titre que les dirigeants nationaux du SNI d'être « munichois ». François Marty, instituteur communiste, le critiqua vertement dans le numéro du 24 juin 1939 du *Travailleur catalan*, hebdomadaire du Parti communiste. C'est dans le cadre de ses responsabilités syndicales que Léon Sors s'investit à fond dans le Comité départemental d'accueil des enfants d'Espagne. Joseph Berta* secrétaire de l'UD-CGT lui suggéra dès le 11 décembre 1936 de prendre en charge la présidence de cette organisation qu'il fallait créer et animer. Avec l'appui de Félix Mercader* l'un des promoteurs de la colonie de vacances des Jeunesses laïques et républicaines (JLR) La Mauresque à Port-Vendres le comité put accueillir des enfants espagnols repliés, obtenir le détachement d'instituteurs qui épaulèrent des collègues espagnols et leurs et l'un des promoteurs de La Mauresque, l'un des premiers centres d'accueil aux enfants de l'Espagne républicaine fut l'objet de nombreuses visites. En contact permanent avec Georges Lapierre* instituteur de la Seine et président du Comité pour l'ensemble de la France, Sors fut constamment sur la brèche ; accueillant les enfants à la gare frontière de Cerbère, se rendant à la Mauresque, assurant les liens avec d'autres comités en France, en particulier celui de la Haute-Garonne. Sors s'occupa d'un second centre d'accueil d'enfants espagnols, celui de Prats-de-Mollo (*Voir Roig François**) et celui de Banyuls-sur-Mer. Même si cette action avait l'appui de la préfecture, le directeur de l'école normale lui fit remarquer en janvier 1937 qu'il avait sollicité à trois reprises une autorisation d'absence d'une demi-journée afin de prendre en charge les enfants espagnols suggérant qu'il ne devait pas abuser de ce prétexte. Pourtant, il assumait toujours sans problème ses obligations professionnelles, ne négligeant aucunement ses élèves. Après la *Retirada*, Sors se dépensa sans compter avec d'autres collègues syndicalistes comme Lucette Justafré* afin de faire sortir des camps des plages roussillonnaises des enseignants espagnols ou, du moins, leur venir en aide. Sors assista avec Lucette Justafré*, Simone Mayneris, épouse de Marcel Mayneris*, et Mlle Salvat au congrès national du SNI de Nantes (4-7 août 1938). Enfin, Léon Sors fut l'organisateur, parmi les enseignants, de la grève générale du 30 novembre 1938 contre les décrets lois du gouvernement Daladier. Ce mouvement qui se solda par un échec du fait, entre autres, de la réquisition des fonctionnaires, lui fut reproché, nous l'avons vu, par les autorités vichyssoises. Dans l'immédiat, il fut sanctionné par une retenue de huit jours sur son traitement de décembre 1938.

Léon Sors s'impliqua à fond dans la dynamique du rassemblement populaire. Il fut l'un des organisateurs — « un des principaux inspirateurs », écrivait l'IA le 2 septembre 1940, un « des organisateurs de la riposte ouvrière et républicaine des Pyrénées-Orientales à la tentative fasciste de coup d'État fasciste, grève du 12 février 1934, 14 juillet de 1934 et 1935 » ainsi que le rappela Lucette Justafré* à ses obsèques, en janvier 1951 — dans les Pyrénées-Orientales. Sa participation à des grèves « illégales » (1934 et 1938) lui fut reprochée en août et septembre 1940 et fut l'un des motifs de sa mutation d'office dans le Gard. Secrétaire du comité départemental de Front populaire en 1936, après Georges Rives*, il, fut à ce poste, particulièrement actif. Sors, était conscient de l'importance de cette fonction, surtout après la victoire électorale du Front populaire. Il fut, le 14 juin 1936, au centre de la grande manifestation qui, place de Catalogne à Perpignan, rassembla au pied du monument à Jean Jaurès, de quinze à vingt mille personnes. Il déclama successivement *L'Ode à Jaurès* et *L'Ode aux morts de mon pays* du poète perpignanais Albert Bausil textes qui avaient été popularisés lors du rassemblement organisé lors l'inauguration de ce monument le 31 juillet 1921. Ayant formulé une demande d'autorisation d'absence afin de se rendre, en janvier 1937, à Paris à une réunion du Rassemblement populaire, Sors s'opposa au directeur de l'école normale et à l'IA qui refusaient de la lui

accorder prétextant les trois autres demi-journées déjà obtenues afin de s'occuper des enfants espagnols réfugiés dans le département et des délais trop brefs dans lesquels elle avait été formulée. Il alla jusqu'à demander une audience au préfet du département et exigea aussi de ses supérieurs qu'il lui retourne par écrit le motif de leur refus. Le 14 février 1937, il présida en sa qualité de secrétaire du comité départemental du Front populaire un meeting à Perpignan dont le principal orateur était Albert Bayet*, un universitaire de renom, président de la Ligue de l'enseignement et militant de la Ligue des droits de l'Homme. Léon Sors, du fait de son appartenance à la GR puis au PSOP, se marginalisa politiquement aussi bien vis à vis de la SFIO que du PC. Le délitement progressif du Front populaire donna moins d'importance aux structures unitaires et explique son repli sur les structures syndicales, le SNI en particulier où son influence demeura considérable jusqu'en 1940.

En août 1940, militant syndicaliste, il affronta encore l'inspecteur d'Académie afin de défendre son collègue pivertiste Jean Canal* révoqué de ses fonctions pour des raisons d'ordre purement professionnelles. Il déclara à l'IA qui n'apprécia pas : « Si quelqu'un doit être frappé, c'est moi ». Il refusa, au cours de cette entrevue, d'« adhérer loyalement au mouvement de rénovation nationale dirigée par M. le maréchal Pétain » (...) « Il a même ajouté d'autres considérations, parlant de la reprise éventuelle du pouvoir par les siens (les socialistes probablement) ». Il manifestait « sans timidité » (...) « un esprit de bravade à l'égard du gouvernement ». Il fut donc d'emblée résolument hostile à Vichy.

Sa nomination d'office à Nîmes fut pour Sors à la source de nombreux problèmes. Nommé à titre provisoire, peu de temps avant la rentrée des classes, il ne disposait pas de logement de fonction. Sa femme et ses deux enfants les plus jeunes scolarisés à Perpignan demeurèrent dans cette ville. Ses problèmes de santé causés par ses blessures de guerre mal cicatrisées s'aggravèrent. Dans un premier temps, à la rentrée de 1940, sa fille cadette, élève de 4e fut privée de bourses. Le 9 mars 1941, ne supportant pas les services centraux du ministère se soient « vengés sur mon enfant, de mon quatrième enfant, de je ne sais quel crime commis par le père », il demanda une entrevue à Pétain, demande qui alerta ses supérieurs. Sa femme écrivit à l'IA et même au maréchal Pétain, le 26 octobre 1941, essayant de mettre en avant les injustices dont était victime son mari qui n'était pas seulement frappé d'une mutation d'office mais était aussi victime d'une rétrogradation de fait. À cette date, cependant, tous ses enfants, sauf sa fille aînée institutrice intérimaire, étaient boursiers, ce qui montre que sa démarche avait abouti. Dans un rapport annexé à un courrier adressé le 22 juillet 1942 au ministre de l'Éducation nationale, l'IA de Perpignan remarquait que Sors a été pendant presque toute l'année scolaire précédente en congé de maladie qu'il passa à Perpignan. Sors, écrivait-il « ne paraît pas avoir abdiqué ses idées anciennes et considérerait sa réintégration dans les Pyr.Or. [Qu'il avait demandée et que considéraient avec faveur l'IA de Nîmes et le ministre] comme une victoire due à son action et non comme une indulgence de son administration dans les Pyr. Or. Il proposait que Sors fût muté comme adjoint à Montpellier ou Toulouse ce qui satisfèrait aussi à ses souhaits. Mais cette recommandation ne fut pas suivie d'effet. L'IA du Gard, Zanetto, dans une lettre du 1er septembre 1941 au secrétaire d'État à l'Éducation nationale, réfutait ses griefs et le jugeait sévèrement : « M. Sors est un bon maître, mais il n'est pas le seul. Prétentieux et de caractère difficile il essaie d'utiliser la sanction qui l'a frappé pour obtenir une direction d'école en compensation. C'est incorrect ». En effet, le seul problème de l'administration scolaire avec Sors résidait dans ses excellentes notes et références professionnelles. Sa carrière n'avait jamais révélé la moindre faille. Quand, au bout du compte, sa nomination provisoire à la direction de l'école de la Croix de fer devint définitive, il ne put bénéficier de son logement de fonction car celui-ci fut réquisitionné par les troupes d'occupation. L'état de santé général de Sors, démoralisé, se détériora. Lucette Justafré* estimait en 1983 que Sors avait participé à la Résistance dans le Gard. Rien, dans les archives, ne vient étayer de point de vue.

La Libération des Pyrénées-Orientales lui permit de récupérer, à la rentrée de 1944, son poste d'adjoint à Perpignan. Le 11 septembre, le CDL présidé par son collègue Camille Fourquet* donnait un avis favorable à son retour à Perpignan et le préfet du Gard régularisa la situation en accordant l'exeat le 25 octobre.

Comme la plupart de ses amis pivertistes du département, Léon Sors adhéra au PCF dès son retour à Perpignan. À l'occasion des premières élections au Conseil de la République (24 novembre et 8 décembre), il fut candidat du PCF. Il figurait sur la liste pour l'élection des grands électeurs sur la liste d'un secteur du canton de Perpignan-est conduite par Léon Bourrat*. Il semble avoir abandonné toute activité politique après 1948. Sors milita à nouveau dans les rangs du syndicalisme enseignant. Il adhéra dès sa fondation au Syndicat unique de l'Enseignement des Pyrénées-Orientales (SU) qui avait l'ambition de se substituer aux syndicats catégoriels. Il siégea au conseil syndical et était, dès la fin de 1944, secrétaire du SU. Lors de la réunion du conseil national (CN) du SNI à Paris, les 18-19 juillet 1945, président de la première séance consacrée aux affaires corporatives, il se montra partisan d'un syndicat unique de tous les ordres d'enseignants au sein de la Fédération de l'enseignement dans la CGT. Le 21 mars 1946, lors d'une assemblée générale, il abandonna le secrétariat

départemental du SU (décision ordonnée par le corps médical, mention lue dans les archives du SNI et du SU) et fut alors remplacé par Ferdinand Baylard*. Il quitta le SU (et, en conséquence le SNI) après que la FEN eut décidé de passer dans l'autonomie, à la suite de la scission de la CGT-FO. Lucette Justafgré* écrivit, dans la nécrologie qu'elle rédigea après ses obsèques, que « rien ne put lui [Sors] lui faire excuser la scission, et toutes nos démarches auprès de lui se heurtèrent à une résolution irréductible ». « Cependant », ajoutait-elle, reprenant une phrase de Maurice Sors* son homonyme devenu secrétaire de section départementale du SNI, prononcée à la sortie du cimetière « n'y était-il pas toujours resté ? ».

Léon Sors, moralement éprouvé par son exil nîmois, de plus en plus diminué par les séquelles de ses blessures de guerre de plus en plus douloureuses, n'était plus tout à fait le même. Aimé Delmas* et Lucette Justafgré* ont confié, plus tard (1983) que lui, précédemment si sobre s'était mis à boire. Une grippe sévère l'emporta prématurément. Ses obsèques eurent lieu dans la plus stricte intimité au cimetière Saint-Martin de Perpignan. Seule une poignée de proches militants du SNI furent autorisés par la famille à assister à ses obsèques. Aimé Delmas* rappela cependant son passé de « militant syndical irréprochable ». Lucette Justafgré* écrivit dans le *Bulletin syndical* du SNI un article, « Adieu à Léon Sors », où elle évoqua avec émotion un militant à qui elle devait tant, non sans rappeler qu'il avait adhéré au PCF à la Libération.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, série M non classée, vers. du cabinet du préfet du 13 septembre 1951, liasse 177 ; 1563 W 75, dossier professionnel ; 129 W 1, enseignants, 1940-1945 ; 1 R 527, f° 1244. — Arch. com. Perpignan, acte de naissance et mention marginale ; acte de décès. — Arch. du SNI des Pyrénées-Orientales consultées en juillet 1984 chez Michel Ribera, instituteur retraité. — Arch. privées de Lucette Justafgré*. — *Le Travailleur catalan*, 20 février 1937, 24 juin 1939. — André Balent, notice « Sors Léon » du *DBMOF*. — Michel Cadé, « Il y a quarante ans, le Front populaire... », *Le Travailleur catalan*, 3 décembre 1976. — Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales 1920-1939*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 346 p. [en particulier, p. 213]. — Maurice Jaquier, *Simple militant*, Paris, Denoël-Lettres nouvelles, 1974, 357 p. [pp. 126-142, 163-164]. — Entretiens avec Ferdinand Baylard*, Fernand Cortale*, Perpignan, 11 octobre 1974 ; Aimé Delmas*, Perpignan, 26 mars 1983 ; Lucette Justafgré*, Ille-sur-Têt, 5 octobre 1983 ; Robert Marty*, Canet-en Roussillon, 19 janvier 2012 ; Marcel Mayneris*, Perpignan, 2 juillet 1983. — Note de Jacques Girault.

André BALENT

*

CERNY Joseph, Louis

Né et mort à Narbonne (Aude), 8 février 1905, mort le 20 janvier 1967 à Narbonne ; instituteur ; militant syndicaliste ; militant socialiste, puis communiste, député communiste de l'Aude (1945-1947).

Son père, employé de banque devenu chef comptable, décédé en 1930, était catholique. Joseph Cerny, sorti de l'École normale d'instituteurs de Carcassonne, promotion 1921-1924, effectua son service militaire en 1924-1925 dans une unité de pionniers d'Infanterie au Maroc. Entré comme soldat de deuxième classe, il termina son temps, le 8 novembre 1925, comme sous-lieutenant mais démissionna de ce grade pour protester contre le sabotage par Tardieu de la conférence du désarmement (1931).

Joseph Cerny enseigna successivement à Cucugnan, à Bages, puis à Narbonne, dans la nouvelle école Anatole France, où il se fixa de bonne heure. Il fut un des fondateurs du patronage laïque. Il se maria en juillet 1935 à Quimper (Finistère) avec Yvonne Le Borgne, institutrice (*voir* Yvonne Cerny). Le couple eut deux enfants

Cerny, membre du Parti socialiste SFIO depuis 1929, fut, dans sa commune, secrétaire du comité électoral de Léon Blum. animateur des Jeunesses socialistes locales avec Georges Guille*, mais pénétré de convictions profondément unitaires, il travailla, dans les années 1932-1936, au rapprochement entre son mouvement et les Jeunesses communistes. Il présida à l'époque du Front populaire de nombreux meetings et réunions communs. Il se rangeait dans la minorité de la fédération socialiste.

Avec une douzaine de militants d'extrême-gauche, notamment avec Jean Llante*, l'un des communistes narbonnais les plus actifs, Joseph Cerny participa, avant les cérémonies officielles du 11 novembre 1934, à une manifestation pacifiste et antimilitariste. Ils déposèrent au pied du monument aux Morts une gerbe portant

l'inscription "Guerre à la guerre" et se heurtèrent à la gendarmerie et une section du 80^e régiment d'Infanterie qui s'apprêtait à rendre les honneurs ; le capitaine de gendarmerie fut insulté et molesté tandis que retentissaient les cris "les soldats avec nous !". Ces gestes, qui se plaçaient dans une ancienne tradition narbonnaise, avaient reçu l'approbation de la fraction la plus avancée des socialistes de la ville, en particulier de leur leader, Eugène Montel et des encouragements de l'Association républicaine des anciens combattants.

Le conseil départemental de l'enseignement primaire avait été saisi d'une demande de révocation le concernant. Le 14 janvier 1935, après une séance d'une « violence inouïe » selon le secrétaire de la section du SNI René Azalbert*, il se prononça pour l'acquittement Fort de cette première victoire, la campagne énergique du SNI se poursuivit pour obtenir le même résultat devant la Justice.

Pour juger les treize inculpés du délit de propagande anarchiste et de provocations de militaires à la désobéissance, l'instruction relativement lente causa, selon un rapport du préfet, "un malaise certain aux éléments sains de la population". Le jugement fut rendu par le tribunal correctionnel de Narbonne en mars 1935, en même temps que celui de quelques militants communistes qui avaient manifesté contre la loi de deux ans, à Coursan, le 7 novembre, jour du conseil de révision. Léon Blum, député de la circonscription, assura leur défense, plaçant l'incompétence du tribunal. Des pétitions, souvent fort irrévérencieuses pour les magistrats, avaient été diffusées en faveur des accusés. Les socialistes locaux organisèrent un meeting unitaire, le jour de l'audience, coïncidant avec l'anniversaire de la Commune de Narbonne. Les dirigeants du SNI témoignèrent à l'audience. Cerny et Llante furent condamnés à quinze jours de prison avec sursis tandis que des peines de trois et cinq mois s'abattaient sur deux communistes ; en mai, la cour d'appel de Montpellier porta leurs peines à un mois. Cerny fut suspendu de ses fonctions pour une période de dix-huit mois avec maintien de son traitement. L'« affaire Cerny » avait contribué au rassemblement des énergies à la veille des élections.

Joseph Cerny profita de son inactivité forcée pour participer activement à la campagne électorale de Léon Blum avec sa motocyclette et pour contribuer à la vie de son syndicat. Comme l'écrivit plus tard René Azalbert*, « la section de l'Aude avait eu un permanent payé par le gouvernement ». Le ministère de Front populaire le réintégra en juin 1936. Les marques d'hostilité données à la garnison de Narbonne par ses amis politiques avaient conduit l'autorité militaire à transférer le 80^e RI à Metz, mesure ressentie par la municipalité comme une humiliation.

Élu en 1930 au conseil syndical - et sans doute au bureau - de la section audoise du Syndicat national (CGT), Cerny fut réélu régulièrement jusqu'à la guerre. Il avait animé la grève du 12 février 1934 à Narbonne. Candidat au conseil départemental de l'enseignement primaire, il fut élu, le 30 avril 1935, avec 306 voix sur 367 votants. Depuis juillet 1936, il présidait la commission d'éducation sociale dans la section du Syndicat national des instituteurs réunifié. Lors de la réunion du conseil syndical, le 6 octobre 1938, il désapprouva les accords de Munich et la position du SNI sur cette question. Il fut gréviste le 30 novembre 1938. Membre du comité de la Bourse du Travail depuis 1931, il était le trésorier-adjoint de l'Union départementale CGT de 1935 à la guerre.

Cerny dirigeait depuis 1934 le Comité antifasciste Amsterdam-Pleyel à Narbonne. De 1936 à 1939, avec les militants socialistes et ceux de la section départementale du SNI, il déploya une intense activité pour l'aide à la République espagnole.

En outre, à Narbonne, Joseph Cerny présidait les Amis de l'Union soviétique et il avait effectué un voyage d'études de deux semaines en URSS organisé par le SN en août-septembre 1934 avec sa future épouse.

Mobilisé à Bourges, Cerny fut fait prisonnier le 23 mai 1940 près d'Auxy-le-Château (Pas-de-Calais). Il fut détenu dans plusieurs stalags successifs (Nuremberg, Wolstein en Pologne jusqu'en juillet 1940 d'où il s'évada deux fois mais fut repris à Villerupt par la police française, puis Stalag III C à Alt-Drewitz Küstrin jusqu'en septembre 1941, enfin Stalag III B à Fürstenberg-sur-l'Oder jusqu'au 10 juillet 1944. Travaillant dans une féculerie, il se livra à ces actions de sabotage à la fin de 1941. Infiltrée dans les services administratifs du camp, la Résistance était parvenue à le faire transférer au camp central à Fürstenberg-sur-l'Oder. Pour refus de travail et grève, il fut condamné à huit mois de compagnie disciplinaire. En juin 1944, le Parti communiste créa le Front patriotique du stalag. Militant de base, puis membre du comité directeur, responsable de baraque, puis secrétaire du parti, il prit la direction de la Résistance et organisa le Front au Stalag III B. Arrêté le 1^{er} juillet 1944 avec des tracts qu'il eut le temps de mâcher, enfermé dans la prison du camp à partir du 1^{er} juillet, transféré à la prison militaire de Berlin jusqu'au 27 juillet, condamné à la peine de mort, le 1^{er} octobre 1944 par la Haute cour militaire du Reich, il fut incarcéré à la forteresse de Zinna à Torgau-sur-l'Elbe jusqu'au 30 octobre, puis transféré à Francfort jusqu'au 5 février 1945. Les Alliés détenaient un prisonnier de guerre allemand qu'ils avaient condamné à la peine de mort. Cerny resta en sursis d'exécution jusqu'à la Libération

tandis que la Croix Rouge négociait l'échange des deux vies. Evacué à pied, il rejoignit le camp de travail de Gross-Beeren au sud de Berlin jusqu'au 11 mars 1945, puis fut ramené à Fort Zinna. Libéré, le 25 avril 1945, par les Alliés, il rentra en France le 10 mai 1945.

Cerny retrouva son poste d'instituteur à Narbonne. Il reprit aussitôt son activité politique et renouvela l'adhésion au Parti communiste français qu'il avait donnée en 1942, lors de sa détention en Allemagne.



Joseph Cerny, lors d'une réunion communiste pendant la campagne électorale (premier référendum constitutionnel) en avril 1946 à la mairie de Carcassonne

L'Humanité annonça son adhésion. Lors de la réunion du comité central, le 1^{er} septembre 1945, la discussion porta sur ces transfuges du Parti socialiste et Victor Michaut* estima qu'il y avait des risques à "débaucher des militants socialistes". Joseph Cerny écrivit une lettre aux socialistes dans *Le Travailleur du Languedoc* (4 août 1945) : "je suis allé dans le parti où me poussent mon idéal révolutionnaire, ma philosophie politique et mon besoin d'action disciplinée et raisonnée. Je vous prie de ne pas voir en moi un adversaire. Vous restez toujours mes camarades socialistes (...) Je ne peux pas croire que le fossé qu'on maintient entre vous et moi ne se comblera pas bientôt et que nous ne nous retrouverons pas un jour proche dans le grand parti unique des travailleurs".

Membre du bureau fédéral du PCF de 1945 à 1947, élu à l'Assemblée Constituante, le 21 octobre 1945, Joseph Cerny devint le premier député communiste de l'Aude. Son mandat fut renouvelé à la deuxième Assemblée Constituante (2 mai 1946) et à la première Assemblée Nationale (novembre 1946). Il participa au stage des parlementaires en 1945-1946. Il intervint notamment auprès du gouvernement sur les questions du ravitaillement et de la reconstruction.

Mais en mars 1947, très éprouvé par sa détention en Allemagne, Cerny démissionna, en accord avec le PCF, pour raisons de santé, remplacé par son co-listier Llante*. Cette démission provoqua des réactions diverses parmi les militants communistes, certains pensant qu'il pouvait y avoir eu une pression pour renforcer l'implantation de Llante dans l'Aude. Cerny reprit un temps son poste d'instituteur à l'école Anatole France à Narbonne.

Toujours membre du comité de la fédération communiste, Joseph Cerny ne fut pas réélu en 1954. Secrétaire de la section communiste de Narbonne depuis 1947, il assurait la responsabilité de secrétaire-adjoint de la section départementale de la FEN-CGT.

Cerny avait été candidat du Mouvement unifié de la Renaissance française au Conseil général dans le canton de Narbonne, le 23 septembre 1945. Le 21 octobre 1947, élu conseiller municipal de Narbonne en première position sur la « liste communiste et d'union républicaine et résistante pour la renaissance de la France », il devint chef de file du groupe communiste de l'Hôtel de Ville. Malade, il ne brigua plus les suffrages des électeurs en 1953, remplacé par sa femme Yvonne Cerny. Il continua toutefois à se consacrer aux sections narbonnaises du PCF et de l'Association France-URSS. Il était le vice-président et le président de l'association locale des anciens prisonniers de guerre, internés-déportés patriotes de la Résistance.

En mai 1954, très gravement malade, Joseph Cerny, toujours membre de la Libre Pensée, obtint sa mise à la retraite anticipée. Au cours d'une réunion de France-URSS, le 20 janvier 1967, il fut emporté par une crise cardiaque. Sur décision du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, fut portée sur le registre d'état civil la mention "Mort pour la France". Son nom fut donné à une rue proche de l'école Anatole France à Narbonne.

SOURCES : Arch. Nat., F7/ 15482 B, dossier 1017. — Arch. Dép. Aude, 2 et 5 M. — Arch. com. Narbonne.

— Archives du Comité national du PCF. — Presse syndicale. — *Le Front des Barbelés*, février 1967. — *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, notice rédigée par Robert Debant, Henri Dubief et Urbain Gibert (indiqué par erreur Gilbert). — Renseignements fournis par le fils de l'intéressé.

Jacques GIRAULT

*

CORDESSE Casimir, Henri, Joseph, Marcel [ROBERT pseudonyme de Résistance] le 31 janvier 1910 à La Capelle (Lozère), mort le 12 août 2001 à Montpellier (Hérault), instituteur ; militant syndicaliste en Lozère ; résistant ; préfet de la Lozère.

Henri, Frézal Cordesse, né le 21 décembre 1880 à La Capelle (Lozère) et Marie, Victorine, Berthe Albaret, petits agriculteurs du Causse de Sauveterre, mariés le 20 mars 1909 au Villard (Lozère), eurent deux enfants, Henri l'aîné et Albert. Henri Cordesse reçut les sacrements catholiques. Son père fut tué à la guerre le 16 janvier 1918. Sa mère s'installa alors à Marvejols.

Élève de l'école primaire puis du cours complémentaire de Marvejols, il entra à l'Ecole normale d'instituteurs de Mende en 1926 et devint instituteur en 1929. Il effectua son service militaire dans l'infanterie comme voltigeur à Mende.

Henri Cordesse enseigna en Haute Lozère dans des écoles de hameaux : Rouveyret (commune de Blavignac) en 1929, L'Estivalet (Le Malzieu-Forain), en 1931, au Viala (Saint-Denis en Margeride en 1932, aux Faux (Saint-Alban-sur-Limagniole) en 1933, à Montgros (Nasbinals) de 1934 à 1940, où il pratiqua les méthodes de Célestin Freinet*.



Henri Cordesse, archives familiales

Il se maria le 4 août 1932 à Rimaize avec Hélène Fielbard, elle aussi institutrice, née le 29 juin 1909 à Saint-Sauveur-de Peyre (Lozère), fille d'un facteur et d'institutrice. Ils eurent une fille, Nicole née le 19 juillet 1936 à Nasbinals (Lozère).

Membre du Syndicat national (CGT) à partir de 1929, Henri Cordesse fut pendant plusieurs années secrétaire syndical de son canton et put ainsi fréquenter les réunions du conseil syndical de la section départementale du Syndicat national des instituteurs après 1936. Sympathisant communiste, il participa à toutes les initiatives syndicales avant la guerre. Délégué pour la réunion à Bruxelles en 1937 du Rassemblement universel de la Paix, officier de réserve après avoir suivi les cours de l'école des officiers de réserve de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), il exprima des divergences avec les thèses pacifistes de la plupart de ses collègues, s'opposa à la non-intervention en Espagne et aux accords de Munich comme 49 autres syndiqués. À la réunion du conseil syndical, le 27 octobre 1938, dans le débat sur le Fédération des fonctionnaires, propre à la préparation du congrès du SNI, il s'opposa à la motion majoritaire, et, dans les discussions pour le congrès de la CGT de novembre 1938 sur l'indépendance du syndicalisme, il se prononça pour la motion Vivier-Merle*, texte de « statut quo » auquel s'étaient ralliés les anciens unitaires, qui s'opposait à celle du secrétaire général du SNI,

André Delmas*, hostile à la poussée communiste dans les syndicats. Gréviste le 30 novembre 1938, il fut sanctionné de huit jours de retenue de salaire.

En septembre 1939, mobilisé comme sous-lieutenant au 13^e régiment d'infanterie et envoyé sur le front des Alpes, au sud du Mont-Blanc, Henri Cordesse fut démobilisé le 27 juillet 1940. Il commença son enseignement au cours complémentaire de Marvejols où il venait d'être nommé enseignant de français

Il figura sur la liste des personnes surveillées, communiquée par l'inspection académique à la préfecture. Vers la fin de 1941, il entra en Résistance. Affilié au mouvement Combat en 1942, il s'illustra aux côtés de Gilbert de Chambrun* et de Henri Bourillon, avocat à Mende qui s'était mobilisé pour accueillir les républicains espagnols et avait été révoqué de son poste de conseiller municipal par le gouvernement de Vichy. En collaboration avec son collègue de travail, Marcel Pierrel, instituteur alsacien replié et avec d'autres résistants marvejolais, il participa aux premières actions (distribution de tracts et du journal clandestin de Combat, réalisation de faux papiers pour les personnes recherchées (juifs, réfractaires, etc.), recherche de camouflage d'armes et de munitions, accueil chez lui, à Chirac, d'un jeune de onze ans nommé Reiss et de madame Berliner, allemande qui fut arrêtée plus tard par la "Feldgendarmérie", participation active à l'installation à Bonnacombe sur l'Aubrac, du premier maquis composé d'antifascistes allemands en avril 1943). Le 30 août 1943, il échappa à une arrestation au château de Saint-Lambert à Marvejols où six responsables de la Résistance lozérienne tombèrent entre les mains des agents de la Gestapo de Montpellier. Il entra alors dans la clandestinité, muni de faux papiers établis au nom de Firmin Bon. De septembre 1943 au 28 février 1944, il resta à Mâcon et à Cluny en Saône-et-Loire. Accueilli chaleureusement, il se mit en rapport avec les responsables départementaux de la Résistance et du maquis des Charbonnières dans la région de Lyon.

Henri Cordesse, appelé alors « Robert », revint en Lozère au début de mars 1944. La direction régionale de la R3 lui attribua le titre de responsable politique sur la proposition de Gilbert de Chambrun en remplacement d'Henri Bourillon, arrêté le 28 février 1944, incarcéré à Mende et presque immédiatement déporté. Il s'installa ensuite à Loubaresse (Cantal) chez M. Debort et entra en contact par la suite avec Émile Peytavin* dit « Ernest » responsable militaire, replié non loin à Albaret-Sainte-Marie (Lozère). Par l'épouse de ce dernier, qui était agent de liaison et par Yvonne Boyer qui se rendait deux fois par semaine à Mende, ils furent en contact avec le docteur Roger Martin, responsable du Noyautage des administrations publiques. Le « Commandant Bartho », Alfred Coutarel les mit en relations avec Émile Coulaudon* dit « Colonel Gaspard », de l'état-major du Mont Mouchet, maquis qu'il rejoignit. Il rencontra, à Saint-Alban (Lozère), le docteur Lucien Bonnafé*, qui, de 1939-1944, avec de nombreuses autres personnalités du « groupe du Gévaudan », mettaient au point les bases de la psychothérapie institutionnelle. Il faisait partie du service médical du maquis lors de la bataille du Mont Mouchet. Cordesse rejoignit ce maquis. Toujours avec Émile Peytavin*, il rencontra Maurice David, « Commandant Thomas », qui était chargé de mission auprès du colonel Cheval et ils lui confièrent le commandement du maquis de Haute Lozère.

En liaison avec la mission interalliée, du major Hampson, parachutée le 9 juin 1944 dans l'Aubrac, Henri Cordesse redoubla d'activité pour suivre l'état-major de la Résistance en Haute-Lozère. Comme responsable politique départemental des Mouvements unis de la Résistance, il sillonna le département pour organiser l'insurrection et favoriser la création de milices patriotiques. Au cours d'une conférence tenue à Plagnes (Lozère), il fut pressenti pour le poste de préfet de la Libération. Il déclina l'offre, puis devant l'insistance de son camarade de combat Émile Peytavin* et de la direction régionale de la Résistance, il donna son accord. Aussitôt un message radio fut transmis à Alger et le gouvernement provisoire accepta cette proposition. Dès lors, il se mit à la tâche pour maîtriser les problèmes économiques qui allaient se poser à la Libération.

Henri Cordesse devint préfet à titre temporaire du département à la Libération, le 21 août 1944 et s'installa à la Préfecture avec le Comité départemental de Libération. Il dut faire face à la mauvaise situation économique (ravitaillement extrêmement difficile à assurer, du fait de nombreuses voies de communications coupées, production très faible). Ce fut pour lui une expérience éprouvante qu'il assuma pleinement qu'il décrivit plus tard.

Il prit position pour le "oui" lors du référendum constitutionnel du 21 octobre 1945, réponse selon lui favorable au programme de la Résistance, au référendum constitutionnel en octobre 1945. Le président du Conseil général lui reprocha cette prise de position, ce qui expliqua cette réponse de Cordesse : "les préfets dans le passé ont pris parti pour une mauvaise cause contre la France. Je me fais un devoir d'être fidèle à un idéal qui depuis la Libération a le droit de s'affirmer" et il faisait remarquer que des nombreux conseillers généraux avaient fait partie de la commission départementale sous Vichy. La majorité du Conseil général demanda alors son remplacement dans une pétition du 13 mai 1946 signée par 16 conseillers généraux sur 24. Ils l'accusaient de faire "une politique partisane que nous déplorons" ; les signataires demandaient que cette situation cesse afin

qu'il soit remplacé par "un cadre administratif normal composé de fonctionnaires de carrière". Et comme argument supplémentaire, ils indiquaient qu'il avait pris position pour le oui.

Henri Cordesse souhaitait ne pas rester dans l'administration préfectorale. Sa démission, par lettre du 24 septembre 1946, fut acceptée aussitôt, alors qu'un décret du même jour le déclarait "intégré dans les cadres de l'administration préfectorale". Démissionnaire, il ne fut pas concerné par ce décret mais il fut nommé préfet honoraire le 19 octobre 1946.

Henri Cordesse demanda sa réintégration dans l'Éducation nationale et l'arrêté ministériel du 8 novembre 1946 précisa « Monsieur Cordesse, ex-instituteur au cours complémentaire de Marvejols, ex-préfet de la Lozère, est nommé pour assurer l'intérim de la circonscription de l'inspection primaire de Florac (Lozère). ». Comme il avait publié une brochure pédagogique sur l' "École nouvelle" en 1945, il continua à effectuer des travaux pédagogiques sur les méthodes actives et une étude monographique sur l'Aubrac.

Directeur de centre d'apprentissage, fonction qu'il n'occupa pas, puis nommé en 1948 inspecteur d'enseignement général de l'enseignement technique en Gironde, il participa aux manifestations des dockers bordelais contre la guerre en Indochine. Il demanda et obtint sa mutation en 1950 comme inspecteur de l'enseignement technique dans l'académie de Montpellier, chargé du département de l'Aude, fonction qu'il exerça jusqu'à sa retraite en 1967.

Lorsque Marcel Cachin* rencontra à la mairie de Marvejols, le 29 juillet 1948 Gilbert de Chambrun*, il fut accompagné par Cordesse. À la retraite, longtemps compagnon de route du Parti communiste français, il adhéra à ce parti. Cependant d'après sa fille, il n'y resta que quelques mois et sans bruit ne reprit pas sa carte, mais continua toujours à être proche de cette formation politique.

Après le décès de son ami Émile Peytavin* en 1972, l'Association départementale des Anciens de la Résistance, dont il était président, connut une période de sommeil. Avec le soutien d'Adrien Boutet, alors président du comité de l'ANACR de l'Aveyron, Henri Cordesse, titulaire de la médaille de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, prit la présidence de l'Association départementale et œuvra pour son développement. L'histoire de la Résistance lui tenant à cœur, il voulut en faire un outil pédagogique pour aider à la formation des consciences civiques et de la culture citoyenne des jeunes générations. Il participa à de nombreuses initiatives dans les collèges et lycées pour témoigner de cette période

L'écriture fut aussi le support de sa volonté d'interroger l'histoire et de témoigner de celle-ci. Tout d'abord il publia dans une plaquette un témoignage sur Louis Veylet*, fils de Louis Veylet*, secrétaire du groupe socialiste de Marvejols jusqu'en 1929, puis communiste. En 1972, son *Histoire de la Résistance en Lozère 1940-1944* décrit les événements de cette période, ouvrage complété, en mai 1977, par *La Libération en Lozère 1944-1945*, signé cette fois par ces simples mots, « H. Cordesse préfet de la Lozère ». Sa volonté de faire vivre la mémoire résistante le conduisit à être correspondant du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Avec Marcel Pierrel qui, en 1947, il avait accepté d'être le correspondant départemental de la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération qui fusionna en 1951 avec le Comité d'histoire de la guerre pour devenir le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Ils publièrent en 1974 un livret qui résumait les années de résistance en Lozère avec une carte du département situant les maquis, les combats, les parachutages, les sabotages en 1943-1944. En 1984, il conçut, avec le Centre départemental de documentation pédagogique de la Lozère, une vidéo-cassette sur les faits de résistance en Lozère. Il participa activement à plusieurs colloques sur l'histoire de la Résistance : les 1^{er} et 2 octobre 1993 à Saint-Affrique (Aveyron), les 17 et 18 mars 1995 à Rodez (Aveyron), à Montpellier le 14 mars 1996, à Millau (Aveyron) les 8, 9 et 10 octobre 1998. Il intervenait régulièrement dans les établissements scolaires pour évoquer la Résistance.

Son nom fut donné à une place de Marvejols, dès la Libération sans son avis. Pour leur action en faveur des Juifs, son épouse et lui reçurent en 2006 la médaille des Justes à titre posthume. ŒUVRES : *Louis Veylet 1911-1944*, Montpellier, Imprimerie de la Presse Reschly, 1972 ; *Histoire de la Résistance en Lozère 1940-1944*, Reschly, Montpellier, 1976, rééd. 1999 (Les Presses du Languedoc) ; *La libération en Lozère 1944-1945*, Reschly, Montpellier, 1977.

SOURCES : Arch. Nat., dossier Cordesse Henri, F/1bI/ 745 et 1057, F7 15475 (dossier Cachin), F17 28875. — Archives des Justes parmi les Nations, dossier Yad Vashem : 10875. — *DBMOF*, Notice par J. Girault. — Presse syndicale départementale. - Renseignements fournis par l'intéressé à J. Girault à partir de 1975. — Entretien de J. Blin avec sa fille Nicole Cordesse, épouse Ginot, le 18 octobre 2014 à Montpellier. — Félix Buffière (sous la direction de), *Lozériens connus ou à connaître*, Toulouse, Privat, 1992.

Jacques BLIN, Jacques GIRAULT

*

GROTHENDIEK Alexandre

Né le 28 mars 1928 à Berlin (Allemagne), mort à Saint-Girons (Ariège) le 13 novembre 2014 ; mathématicien, attaché au CNRS de 1950 à 1953 et directeur de recherche de 1988 à 1991 ; professeur à l'IHES de 1958 à 1970 et à la faculté des Sciences de Montpellier de 1973 à 1988 ; anarchiste, pacifiste, anti-militariste ; écologiste radical.



Alexandre Grothendieck professeur de mathématiques

Alexandre Grothendieck fut certainement marqué par les vicissitudes d'une enfance faite de séparations, de ruptures, d'épreuves physiques et psychologiques. Cela tient aux engagements de ses parents et à un contexte politique des plus difficiles. En effet, Alexandre Grothendieck était le fils d'Alexander Shapiro (pseudo Tanaroff)*, juif né en 1889 à Novozybkov sur les confins de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, anarchiste impliqué dans les révolutions de 1905 et de 1917. Shapiro fut arrêté en 1905, condamné à mort mais gracié à cause de son jeune âge, et déporté en Sibérie pendant 10 ans. Pendant la révolution de 1917, il combattit en Ukraine avec les anarchistes dans l'armée du général Makhno*. Arrêté par les bolcheviks et condamné à mort, il s'échappa mais fut blessé et perdit le bras gauche. Réfugié à Paris puis à Berlin, apatride, il gagnait sa vie comme photographe de rue. Il continuait de fréquenter les milieux anarchistes. C'est à Berlin qu'il rencontra la mère d'Alexandre, Hanka Grothendieck*. Elle était née en Allemagne en février 1900 dans une famille protestante de la classe moyenne. C'était une journaliste qui rêvait de produire une œuvre littéraire. Elle a laissé un texte autobiographique : *Eine Frau*. Elle militait dans les rangs des socialistes révolutionnaires. Les parents d'Alexandre Grothendieck ne se marièrent pas. Il choisira de porter le nom de jeune fille de sa mère. À cause de la menace croissante représentée par le nazisme Shapiro et Hanka se réfugièrent en France. En 1936, ils rejoignirent les anarchistes en Espagne dans la période de la guerre civile. Après avoir suivi sans doute son compagnon en Espagne, Hanka, pendant deux ans, de 1937 à 1939, vécut à Nîmes. Elle y était employée comme gouvernante chez un commissaire de police.

Depuis mai 1934, Alexandre Grothendieck était resté en Allemagne, près de Hambourg, confié à un pasteur luthérien antinazi qui se nommait Wilhelm Heydorn. Il y vécut pendant cinq ans et y reçut une éducation assez stricte qui contrastait avec celle qu'il avait reçue de ses parents. En 1939 les parents d'Alexandre retrouvèrent leur fils ramené en France. Mais pour peu de temps car ils furent internés : Shapiro le premier en Ariège au camp du Vernet, puis à Noé en Haute-Garonne. En août 1942 il fut déporté à Auschwitz où il mourut. Hanka fut d'abord réfugiée avec son fils à Mouriès dans les Bouches-du-Rhône, puis à Marseille, grâce à l'aide du Comité de secours aux enfants. Mais en août 1940, tous deux furent internés au camp de Rieucros, en Lozère. L'enfant put cependant être scolarisé au lycée Chaptal de Mende, distant de plus de 4 kms. Il s'y rendait à pied, « qu'il neige ou qu'il vente ». Sa curiosité pour les mathématiques et son esprit créatif s'éveillaient déjà. Il était aussi attiré par la poésie et écrivait des vers : un goût pour la poésie qu'il conserva et exprima encore des décennies plus tard en écrivant *L'éloge de l'inceste*. Les femmes internées à Rieucros furent transférées à Brens au début de 1942. Avec l'occupation totale du pays en novembre 1942, Alexandre fut recueilli par le « Secours suisse aux enfants » qui le cacha au foyer de La Guespy, au Chambon-sur-Lignon, en Haute-Loire. Un surveillant l'a décrit comme un enfant très intelligent et réfléchi, très bon joueur d'échecs, qui aimait écouter la musique dans le silence mais se montrait aussi parfois « tapageur, nerveux, brusque ». Il put continuer jusqu'au baccalauréat ses études secondaires au Collège cévenol qui était alors dirigé par le pasteur Trocmé et était un refuge pour les enfants juifs. Il a témoigné que « la région était bourrée de juifs cachés en pays cévenol, et beaucoup ont survécu grâce à la solidarité de la population locale ». Sa mère restait internée : après Rieucros et Brens, ce fut au camp de Gurs.

Après la Libération, il retrouva sa mère et s'installa avec elle dans l'Hérault, dans un village proche de Montpellier, peut-être à Marsillargues. Leurs ressources étaient des plus modestes : celles d'un petit potager, de quelques travaux saisonniers, et des ménages faits par Hanka. Alexandre qui avait obtenu une bourse entra à la faculté de Montpellier. Il y resta de 1945 à 1948 et montra peu d'assiduité car il s'accommodait mal d'un

enseignement traditionnel. Malgré un petit échec à une épreuve en fin de deuxième année (« une erreur idiote de calcul numérique »), il obtint en 1948 une licence en mathématiques.

Quelques brillants résultats dans ses premières recherches décidèrent le mathématicien Henri Cartan à le soutenir pour qu'il puisse assister en 1948 à des séminaires de la rue d'Ulm. À Paris, il se rendit compte que ses découvertes étaient similaires à celles du célèbre mathématicien Lebesgue, ce qui contribua à lui donner confiance. Pour son doctorat, Cartan le dirigea vers Nancy où s'était formé un département de recherche qui visait à refonder les mathématiques. On lui soumit une série de 14 problèmes dont la résolution devait normalement exiger un travail de plusieurs années. Il s'agissait de choisir celui qu'il traiterait dans sa thèse. Or, Alexandre Grothendieck trouva toutes les solutions en quelques mois. Passionné par son travail, il a dit se voir comme « quelqu'un qui fait des maths comme on fait l'amour ». Avec le professeur Laurent Schwartz* qui venait de recevoir la médaille Fields, il rédigea une thèse, soutenue en 1953, sur *Les produits tensoriels. Essai sur l'histoire des conceptions de l'univers*. Alexandre Grothendieck se révélait alors comme l'inventeur d'un nouveau domaine, celui des espaces vectoriels topologiques. C'était avant tout un créateur. Il a dit lui-même que son originalité tenait à sa capacité de poser des questions inédites et de trouver de nouveaux points de vue. Il fut coopté par les mathématiciens de l'association *Bourbaki* dont faisaient partie Schwartz et Cartan : elle rassemblait des mathématiciens prestigieux. De 1950 à 1953, Alexandre Grothendieck fut attaché de recherche au CNRS. Il ne pouvait pas espérer un poste en faculté parce qu'il n'avait pas la nationalité française. Il ne pouvait l'obtenir car il refusait d'accomplir le service militaire. Son statut était celui d'un réfugié apatride, avec un passeport Nansen. Or, il avait un premier enfant et devait trouver des ressources : en 1953, il partit comme professeur associé au Brésil à Sao Paulo ; ensuite en 1954 aux États-Unis à l'université du Kansas puis à celle de Chicago : il donnait des cours et des conférences tout en poursuivant ses recherches. Il correspondait avec d'autres mathématiciens et se nourrissait de certaines publications comme un article de Serre daté de 1949 sur « Les faisceaux algébriques cohérents », ou encore les « Conjectures de Weil », daté aussi de 1949 (il y trouva les prémices de la vision d'une « géométrie arithmétique »). Il revint en France en 1957, année du décès de sa mère : une perte qu'il décrivit comme « une importante césure » dans sa vie. Par la suite, il conserva d'ailleurs sur son bureau le masque mortuaire de sa mère.

C'est en 1957 qu'il reprit le problème du théorème de Riemann, une hypothèse qui portait sur les nombres premiers, formulée en 1859 par un mathématicien allemand, mais laissée encore sans réponse au XX^e siècle. Le mérite de Grothendieck fut de réfléchir sur l'énoncé et de le formuler différemment, ce qui permit d'arriver à la preuve. C'était un travail fécond, ainsi que cela apparut dans les années suivantes à l'Institut des hautes études scientifiques. Car en 1958 il fut sollicité par Léon Motchane, industriel et mathématicien d'origine russe, fondateur de cet organisme privé : l'Institut des hautes études scientifiques, installé d'abord à Paris puis, en 1962, à Bures-sur-Yvette. Alexandre Grothendieck et Jean Dieudonné y furent les deux premiers professeurs permanents. C'est là que Grothendieck inventa la géométrie algébrique. Il y anima un séminaire de géométrie algébrique, dit « Séminaire du Bois-Marie », du nom d'un bois de la commune de Bures-sur-Yvette. Pendant les années passées à l'IHES il se maria avec Mireille Dufour ; ils eurent trois enfants nés en 1959, 1961 et 1965. À l'IHES, avec Jean Dieudonné il travailla à la rédaction de ses « Éléments de géométrie algébrique ». En 1966, il reçut la médaille Fields, une distinction accordée par le Congrès international des Mathématiques à des chercheurs de moins de 40 ans. La remise devait se faire à Moscou. Alexandre Grothendieck refusa de s'y rendre : il protestait ainsi contre l'incarcération des écrivains russes Yuri Daniel et Andrei Siniavski. De plus, il vendit la médaille au profit du gouvernement nord-vietnamien. Il fit d'ailleurs un voyage à Hanoï en novembre 1967. Alexandre Grothendieck était très sensible aux crises qui accompagnèrent la guerre froide et la décolonisation. Après la fracture de 1968 pendant laquelle, à Paris, il fut en conflit avec les étudiants qui le voyaient comme un mandarin, cet antimilitariste rompit en 1970 avec l'IHES qui avait accepté des crédits octroyés par le ministère de la Défense. Des crédits limités cependant à 5%.

Une période s'achevait : celle qu'il considéra comme la plus « productive » dans le domaine des mathématiques. Cependant, les causes de ce grand tournant sont probablement complexes : épuisement, doutes du chercheur, ou influence grandissante des réalités d'un monde tourmenté ? Alexandre Grothendieck est reconnu comme le fondateur d'une école de mathématiciens qui chercha à unir géométrie et algèbre pour accéder à la compréhension de l'architecture de l'univers. Il écrivit plusieurs ouvrages, dont les *Éléments de géométrie algébrique*, mais aussi un long texte de réflexion intitulé *Récoltes et semailles*, sur son parcours personnel : texte qui s'apparente au genre autobiographique (mais Grothendieck a réfuté cette qualification) ; il ne fut pas édité. Il semble avoir été surtout le fruit d'un travail de méditation. Lui-même l'a défini comme la découverte de son aventure intérieure. Il jugeait que son originalité tenait dans son aptitude à poser des questions nouvelles. Certains propos d'Alexandre Grothendieck rappellent ceux de Baudelaire « Le génie, c'est

l'enfance retrouvée », quand il dit par exemple que « dans notre connaissance des choses de l'Univers, le pouvoir rénovateur en nous n'est autre que *l'innocence*, un don reçu par tous à la naissance ».

Après la rupture avec l'IHES, son indépendance d'esprit se manifesta aussi au Collège de France où il tint un poste de professeur associé jusqu'en 1973 mais où il choisit de donner un cours, non sur les mathématiques comme prévu, mais sur la question « Faut-il continuer sur la recherche scientifique ? ». Aussi l'expérience ne dura-t-elle que deux ans. Il avait d'ailleurs demandé enfin sa naturalisation et l'avait obtenue en 1971. Il put entrer en 1973 à la faculté de Montpellier où il enseigna jusqu'en 1988, avant de revenir au CNRS dans les trois années précédant sa retraite. Ses travaux lui valurent en 1977 le prix Émile Picard décerné par l'Académie des Sciences et en 1988, conjointement avec son élève Pierre Deligne, le prix Crafoord, de l'Académie royale de Suède. Mais il refusa cette dernière distinction pourtant assortie d'un prix de 270 000 dollars. Il avait déjà refusé les *Mélanges* qui lui avaient été offerts pour son soixantième anniversaire. Il voyait dans ces distinctions la récompense de travaux déjà anciens de vingt ans, alors qu'il se tournait vers d'autres champs de réflexion : il a écrit en 1986 qu'il avait payé son investissement dans les mathématiques par « une longue stagnation spirituelle ».

L'importance de son travail est universellement reconnue. Malgré son très long retrait et sa solitude, il est reconnu comme le plus grand mathématicien du siècle et placé au rang des esprits les plus créateurs : il a bouleversé les mathématiques comme Einstein a bouleversé la physique ou « comme Claude Lévi-Strauss a changé le regard de l'homme blanc sur le sauvage », selon les termes d'un journaliste de *Libération*, Philippe Douroux, dans son article « Le trésor oublié du génie des mathématiques ».

L'engagement politique d'Alexandre Grothendiek qui s'était affirmé surtout après sa démission de l'IHES, prit peu à peu le pas sur sa passion de chercheur : Grothendiek avait fait à Orsay une série de conférences sur la course aux armements, l'accroissement des armes nucléaires, et d'une façon plus générale, sur les menaces liées aux avancées des sciences et des techniques. Il était conscient de la responsabilité des savants. Il compte parmi les chercheurs qui ne souhaitaient pas travailler aux applications de leurs découvertes parce que, disait-il, les militaires en étaient les premiers bénéficiaires.

Après le choc culturel de 1968 et après la rupture de 1970, Alexandre Grothendiek fut surtout proche de ceux qui s'impliquaient dans une révolution culturelle aux multiples aspects. Il était marqué par l'esprit de 1968. Pendant son passage à Paris il prit une initiative révélatrice de l'importance de ses préoccupations sociologiques et de l'influence du mouvement hippie. Il acheta un terrain près de Paris et fonda une « communauté » avec l'aide d'une étudiante en mathématiques qu'il avait rencontrée aux États-Unis. Elle se nommait Justine Skalba. Alexandre Grothendiek divorça et un fils, John, naquit de cette nouvelle union qui fut limitée à 2 ans. Le projet communautaire ne fut guère plus durable.

Dans ces années, il apparut à Alexandre Grothendiek que l'écologie était devenue plus importante que les mathématiques. Dès l'été de 1970, à Montréal, il fonda avec deux autres mathématiciens, Pierre Samuel et Claude Chevalley, un groupe baptisé « Survivre et vivre, Mouvement international pour la survie de l'espèce humaine », dont l'objectif était de dénoncer les dangers des déséquilibres écologiques et aussi les menaces que recélaient les conflits et leur corollaire : la puissance des industries de l'armement. L'écologie politique naquit dans ce milieu. La revue *Survivre et vivre. Critique de la science, naissance de l'écologie*, commença à paraître en août 1970 et 19 numéros suivirent jusqu'en 1975. En 1971, Alexandre Grothendiek soutint le mouvement du Larzac.

Il se lia d'amitié avec l'ethnologue Robert Jaulin, spécialiste des Baris, groupe amérindien dont il partageait la vie aux limites de la Colombie. En 1974, pendant l'été, tous deux parcoururent le Midi de la France avec une exposition « Occitanie, Amazonie, même combat ». Ils dénonçaient le génocide culturel qui se faisait aux dépens des langages et des traditions. Jaulin parlait d'« ethnocide ». Les deux hommes partageaient le goût d'une vie rude et simple, dépourvue des commodités de la « modernité ». Grothendiek vécut quelque temps à Gordes avec Robert Jaulin. Dans cette phase, il ne refusait pas les contacts humains comme il le fit dans ses dernières années.

Il savait mettre son mode de vie en harmonie avec ses convictions. Alexandre Grothendiek voulait une écologie radicale. Quand il enseignait à Montpellier, il vivait dans le petit village de Lavecun, près de Lodève ; il s'y chauffait au bois et s'éclairait à la bougie, cherchait à manger des aliments bio. C'était se conformer au concept de « dissidence » prôné par les membres de « Survivre et Vivre » qui préconisaient de résider à l'écart des villes dans des conditions spartiates. Dans les trois années qui précédèrent sa retraite, il vécut aux Aumettes, à Mormoiron, dans le Vaucluse. Quand il prit sa retraite à soixante-trois ans, il s'isola dans le village de Lasserre, en Ariège où il demeura vingt-trois ans, jusqu'à sa mort.

Dans ses dernières années, il évitait les contacts humains. En fait, il se livrait à une quête spirituelle entamée bien avant. Il a mentionné les influences qui l'ont orienté vers une longue méditation. Quand il écrivit en 1986

Récoltes et Semailles, il réfuta l'intention autobiographique mais revendiqua une méditation sur sa propre vie, une « découverte de son aventure intérieure ». Aux États-Unis, déjà, il avait été influencé par Richard Maurice Bucke, psychiatre canadien du 19^e siècle, auteur de *Cosmic consciousness* qui prédit une mutation de l'esprit humain appelé à atteindre des niveaux de conscience plus élevés comme l'ont déjà fait par exemple Socrate ou Spinoza. Grothendiek lui-même a évoqué un déclin de l'humanité aboutissant à une « apocalypse » suivie d'un « Nouvel âge ». Il a même proposé une liste de 18 mutants, précurseurs de cette nouvelle humanité. On y trouve Gandhi, Darwin, Freud et Krishnamurti. Sa quête spirituelle s'est nourrie de philosophie orientale. Il y avait déjà chez Alexandre Grothendiek mathématicien une vision cosmique de sa discipline. Dans *Récoltes et Semailles*, il parla du philosophe hindou Krishnamurti (qui est mort en 1986 quand Grothendiek entamait la rédaction de l'ouvrage). Il l'avait découvert en 1974 : « pour la première fois de ma vie, j'examinais la vision du monde qui avait été la base inexprimée de ma relation à autrui, et qui me venait de mes parents et surtout de ma mère. Je me suis rendu compte alors très clairement que cette vision avait fait faillite, qu'elle était inapte à rendre compte de la réalité des relations entre personnes, et à favoriser un épanouissement de ma personne et de mes relations à autrui ». Il voyait dans cette lecture le départ de « sa première lancée dans la méditation ». Il s'est intéressé aussi à un texte fondamental de l'Hindouisme, le Bhagavad-Gita, qui propose une voie vers la connaissance de soi, au-delà des doutes et des contradictions ou conflits qui agitent l'esprit humain. Il s'est dit (dans *La clef des songes*), convaincu que chaque être humain a une « mission » et ne peut la découvrir qu'en se trouvant lui-même ; à cette condition, peut apparaître le don de création. Il est possible que ce soit une des explications de son désir de se couper de la société pour méditer dans la solitude.

Dans l'Ariège il vécut en ermite. Le maire de Lasserre, Alain Bari, un mathématicien professeur à l'université de Toulouse tenta, en 2001, de l'approcher. Ce fut en vain. Alain Bari s'est dit surtout surpris que jamais Grothendiek n'ait cherché un contact avec les mouvements écologistes locaux. Il refusait courriers et rencontres. Ce fut un choix radical. Il vécut seul, et mourut le 13 novembre 2014 au centre hospitalier d'Ariège-Couserans à Saint-Girons.

En août 1991, avant de quitter Montpellier, Grothendiek aurait brûlé 25 000 pages de ses travaux en mathématiques. Il avait le sentiment, selon son ami Christian Escriva, que ses concepts étaient « pillés ». Et il a laissé à l'un de ses anciens étudiants Montpellier, Jean Malgoire, des notes prises depuis 1970, et contenues dans cinq cartons, qui sont conservées à l'université de Montpellier et, selon sa volonté réitérée en 2010, ne sont ni publiables ni communicables.

ŒUVRE (sélection) : *A general Theory of fibre spaces with Structure sheaf*, University of Kansas, 1955.— "Résumé de la théorie métrique des produits sensoriels topologiques", *Boletín de la Sociedad matemática Mexicana*, Sao Paulo, n°8, pp. 1-79, 1956. — *Standard conjectures on algebraic cycles*, Oxford University Press, 1969. — *Fondements de la géométrie algébrique*, Séminaire Bourbaki (extraits), 1957-1962. — "La nouvelle église universelle" in *Pourquoi la mathématique ?* Union générale d'éditions (UGE), Paris, 1974. — *Séminaire de géométrie algébrique du Bois-Marie*, Berlin-Heidelberg, Springer, 1977. — *L'éloge de l'inceste*, 1979, non publié. — *La longue marche à travers la théorie de Galois*, 1981, 1600 pages (extraits sur internet). — *Esquisse d'un programme*, 1984, in London Mathematical Society Lecture, Leila Schneps editor, London, 1994. — *Récoltes et Semailles : Réflexions et Témoignage sur un Passé de Mathématicien, Reapings and Sowings : Reflections and Testimony on the Past of a Mathematician*, 1252 pages plus environ 200 pages d'introduction et notes de commentaires, à lire en ligne, 1986. — *La Clef des Songes ou Dialogue avec le Bon Dieu*, Université Paris VI, 1027 p. 1987 extraits).

SOURCES : Marianne Enckell, Daniel Vidal, « Grothendiek Hanka (Johanna) », *Dictionnaire des anarchistes, Maitron*. — Marianne Enckell, « Tanaroff Alexander [dit Sacha Piotr ou Pietra, ou Schapiro] », *Dictionnaire des anarchistes, Maitron*. — Grothendiek circle (en ligne). — Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, éd. Odile Jacob, 1997. — David Aubin, *A cultural history of catastrophes and chaos. Around the Institut des Hautes Etudes Scientifiques, France, 1958-1980* thèse, Princeton University, 1998. — Bourbaki, *Grothendiek : la disparition*, Hachette, 2009. — Winfried Scharlau, « Who is Alexander Grothendiek ? », annual report 2006 of the Mathematics Research Institute in Oberwolfach, Germany. — Winfried Scharlau, *Wer ist Alexander Grothendiek ? Anarchie, Mathematik, spiritualität*, en ligne : www.scharlau-online.de/ag_1.htm. — Allyn Jackson, « As if summoned from the void : the life of Alexander Grothendiek », Notices of the AMS, October and November 2004. — Presse : Philippe Douroux, « Le trésor oublié du génie des maths », *Libération*, 1 juillet 2012 et « Alexandre Grothendiek, ou la mort d'un génie qui voulait se faire oublier », *Libération*, 13 novembre 2014. — Christian Escriva, « Pour Grothendiek, l'urgence écologique était devenue plus importante que les maths », in *Reporterre*, 17 novembre 2014. — Internet, *Elnuevodiari.com* : la prueba de dios, 2013. — Pop culture / enquête, « Alexandre Grothendiek : le génie secret des mathématiques est mort », 14 novembre 2014 (en ligne). — Jean-Pierre Kahane*, CNRS, Image des mathématiques, « Grothendiek et

Montpellier », 16 novembre 2014. — *Le grand soir.info* « Disparition d'Alexandre Grothendieck. Le PRCF, Pôle de Renaissance Communiste en France, salue le mathématicien, le chercheur engagé, militant de gauche de toujours », internet, WWW.initiative-communiste.fr..., 24 novembre 2014. — Hervé Nisic, Film documentaire, *L'espace d'un homme. Un mathématicien de génie, précurseur de l'écologie, le projet Grothendieck*, janvier 2015. — Déclaration d'intention de non-publication par Alexandre Grothendieck. Lettre à Jean Malgoire in *La Recherche*, n° 440, avril 2010, pp.18-19).

ICONOGRAPHIE : Grothendieck Circle, Photograph Album, Grothendieck teaching SGA at the IHES.

Hélène CHAUBIN

*

ROUQUETTE Yves, Jean-Marie [Ives ROQUETA].

Né le 29 février 1936 à Sète (Hérault), mort le 4 janvier 2015 à Saint-Affrique (Aveyron) ; professeur de Lettres, écrivain, éditeur, journaliste ; membre du Parti socialiste unifié, du Parti communiste français et du Parti socialiste ; militant occitaniste au Comité occitan d'Études et d'action puis à *Volèm viure al país*.



Extrait d'une vidéo de France 3 Toulouse (émission *Viure al país* de 2014)

Yves Rouquette naquit le 29 février 1936 à Sète de Jean-Louis Rouquette, cheminot à la Compagnie du Midi, né le 9 novembre 1901 à Camarès (Aveyron) et de Marie, Élise, Séraphine, Sidonie, Emma Rouquette née le 12 janvier 1901 à Peux-et-Couffouleux (Aveyron), sans profession. Il mourut le 4 janvier 2015 à La Serre, commune de Camarès dans l'Aveyron selon la famille ou à Saint-Affrique (Aveyron) selon la mention de l'état-civil de Béziers. Ses parents n'avaient pas de convictions politiques mais étaient catholiques pratiquants : Yves fut enfant de chœur de 8 à 14 ans à Sète. Il fréquenta le collège Paul-Valéry où il eut comme enseignant Robert Lafont*, membre de l'Institut d'études occitans (IEO) dès 1945. Yves Rouquette intégra l'IEO à 14 ans. Il poursuivit ses études à Montpellier (Hérault) où il côtoya les écrivains occitans Max Rouquette (Max Roqueta), Léon Cordes (Leon Cordas) et Louis Alibert (Lois Alibert). Il fut nommé rédacteur de la revue de l'IEO, *Oc* en 1962 et le demeura jusqu'en 1964 (la revue s'arrête provisoirement à cette date). En 1964, il lança un cours public d'occitan et fonda la revue *Viure* (1964-1973) issue du Comité occitan d'études et d'action (CAOC), "à la fois groupe de pression et club d'opinion, sous l'influence des thèses tiers-mondistes de Frantz Fanon, stigmatisant un "colonialisme intérieur" et une "aliénation culturelle". Dès l'automne 1972, il s'estimait en marge de la revue et après une critique de l'anthologie de René Nelli*, *La Poésie occitane*, il écrivit au poète : "Je viens de lire *Viure* [le n° 29, automne 1972] et d'écrire à Lafont que je suis désespéré par la stupidité et la mauvaise foi de Gardy, Bazalgues et compagnie." Pour Serge Bonnery, "Du plateau du Larzac à la révolte des vignerons, Yves Rouquette s'est dressé contre ceux qui balafrèrent son pays et humilièrent ses hommes". Il se maria à Béziers (Hérault) avec Simone Marie Thérèse Rouanet le 2 septembre 1961. Il termina une licence de Lettres et fut reçu au CAPES. Il devint professeur de lettres modernes et d'occitan à Béziers (Hérault) au lycée Henri IV à partir de 1965, lycée où il fera toute sa carrière. Il adhéra au syndicat SGEN-CFDT. Il milita aussi deux ans au PSU (de 1969 à 1971), quatre au PCF (consultée, la fédération de l'Hérault de ce parti n'en a pas conservé la mémoire) et adhéra de manière éphémère au Parti socialiste en 1981 avant de le quitter.

Il fut surtout militant occitaniste, membre et tribun de *Volèm Viure al País* à partir de 1974, mouvement autonomiste et socialiste, après avoir animé le Comité occitan d'études et d'action (créé en 1962) et Lutte Occitane (créée en 1971). Il créa le label de disques Ventadorn en 1969 avec les chanteurs Claude Marti, Patric et Mans de Breish. Cette maison d'édition permit à la jeune chanson occitane de trouver une nouvelle audience. En 1974-1975, il lança à Béziers le Centre International de documentation occitane (Cido) conçu comme une bibliothèque centrale de la culture occitane. En 1995, l'association fut dissoute et en 1998, la région Languedoc-Roussillon et la ville de Béziers créèrent un syndicat mixte afin de conserver, enrichir et valoriser

les collections issues du CIDO. Ils fondèrent ainsi le premier établissement public entièrement dédié à une langue régionale en France : c'est le Centre inter-régional de développement de l'occitan (Cirdoc). Au congrès d'Aurillac de l'IEO, en 1980, la liste de Robert Lafont étant minoritaire, Yves Rouquette devint secrétaire général de l'Institut. Dans un courrier à René Nelli, il justifia son action par ces termes : « *Per daissar pas l'IEO a una clica de pensaires "made in university of France" lo caliá prene. O ai fach après una batalha de dos ans qu'es pas ganhada ça que la...* » (Pour ne pas laisser l'IEO à un groupe de penseurs "made in university of France", il fallait le prendre. Je l'ai fait après une bataille de deux ans qui n'est pas encore gagnée...) Il participa aussi à la création d'une des premières *calendretas* (écoles bilingues laïques occitanes) : c'est lui qui, au congrès de l'IEO de Béziers, en 1977, lança un appel pour un enseignement de l'occitan en maternelle. Son appel incita des militants de *Volem Viure al País* à préparer un projet qui deviendra celui de *Calandreta*. Après celle de Pau en janvier, en septembre 1980 s'ouvrait la *Calandreta de l'Ametlièr* à Béziers. Écrivain (40 livres environ), Rouquette chanta son pays et s'essaya à tous les genres : poésie, roman, conte, pièce de théâtre. Il traduisit aussi des œuvres françaises en occitan (Molière, Joseph Delteil et Jean Giono). Il fut journaliste et tint, à partir de 1974, une chronique hebdomadaire dans *La Dépêche du Midi*, "En occitan", où il commentait les parutions en langue d'oc et des sujets d'actualité. En 1999, il écrivit aussi une chronique le dimanche, "Accent d'Oc". Il totalisa ainsi "Plus de mille chroniques". Il écrivit aussi dans *Terre de Vins*, magazine bimestriel du vin et de l'art de vivre. Yves Rouquette reçut en 1962 le grand prix des lettres occitanes pour *Paciència*. Pour ses 50 ans de poésie, le Musée Fleury de Lodève (Hérault) lui a consacré une grande exposition rétrospective en avril 2009.

ŒUVRES (liste non exhaustive) : *L'escriveire public*, Toulouse, IEO, 1958. — *Lo mal de la tèrra*, Toulouse, Movement de la Joventut Occitana, 1960. — *La Paciència*, Toulouse, IEO, 1962. — *Lo poèta es una vaca*, Lavit (Tarn), Lo libre occitan, 1967. — *Oda a Sant Afrodisi*, Toulouse, IEO, 1968. — *Roèrgue si*, Ardouane, Quatre Vertats, 1968. — *Breiz Atao*, avec Henri Espieux et Joan Larzac, Toulouse, IEO Messatges, 1969. — Christian Anatole et Robert Lafont, *Nouvelle histoire de la littérature occitane*, Tome II, Paris, PUF, 1970. — *Messa sens ren pèls pòrcs a vendre*, Ardouane, Quatre Vertats, 1970. — *Made in "France"*, IEO Prosa, 1970. — *Joan sens tèrra*, Agen, Forra-Borra, 1972. — *Roèrgue si* précédé de *Oda a Sant Afrodisi* et suivi de *Messa pèls pòrcs*, Honfleur, Pierre-Jean Oswald, 1972. — *Lo trabalh de las mans*, IEO A tots, 1976. — *Histoire des pays de langue occitane*, Béziers, CIDO, 1979 ; *Lengadoc roge*, IEO A tots, 1984. — *Dels dos principis*, Narbonne, Fernand Gautier "Recherches graphiques", 1987. — *L'escritura, publica o pas*, Toulouse, IEO, 1988. — *Cathares*, Toulouse, éditions Loubatières, 1991. — *Cellula XIII*, Les Cahiers de Garlaban, 1992 ; *Midis*, Toulouse, éditions Loubatières, 1992. — *Sète et son archipel*, illustrations de Pierre François, Toulouse, éditions Loubatières, 1993. — *Argerianas*, Toulouse, Lo gai Saber, 1994. — *Lo filh del paire*, IEO A tots, 2007.

SOURCES : Arch. Dép. Aude 10 JJ 6. — État-civil de la ville de Béziers. — Réponses pour la rédaction de sa notice du *Maitron* à l'automne 2014). — Article de Serge Bonnery dans *L'Indépendant* du 6 janvier 2015. — Article de la *Dépêche du Midi* du 6 janvier 2015. — Nécrologie signée Yves Rouquette dans *Le Monde* du 11-12 janvier 2105. — *Wikipédia*.

Miquèl RUQUET

SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON (AMLR)

**L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un
site : <http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.com/>**